



DOCUMENT INFORMATION

FILE NAME : Ch_VI_6

VOLUME : VOL-1

CHAPTER : Chapter VI. Narcotic Drugs and Psychotropic Substances

TITLE : 6.6,6a,6b International Opium Convention Geneva,
19 February 1925 Protocol Geneva, 19 February 1925



*[Communiqué au Conseil
et aux Membres de la Société.]*

C. 88. M. 44. 1925. XI.

[O.D.C. 106 (3) ; O.D.C. 7 (2) ;
O.D.C. 130 (1).]

SOCIÉTÉ DES NATIONS

GENÈVE, le 23 février 1925.

DEUXIÈME CONFÉRENCE DE L'OPIUM

**CONVENTION
PROTOCOLE
ACTE FINAL**

Signés à Genève le 19 février 1925

LEAGUE OF NATIONS

SECOND OPIUM CONFERENCE

**CONVENTION
PROTOCOL
FINAL ACT**

Signed at Geneva on February 19th, 1925.

DEUXIÈME CONFÉRENCE DE L'OPIMUM

CONVENTION

Considérant que l'application des dispositions de la Convention de La Haye du 23 janvier 1912 par les Parties contractantes a eu des résultats de grande importance, mais que la contrebande et l'abus des substances visées par la Convention continuent encore sur une grande échelle;

Convaincues que la contrebande et l'abus de ces substances ne peuvent être supprimés effectivement qu'en réduisant d'une façon plus efficace la production et la fabrication de ces substances et en exerçant sur le commerce international un contrôle et une surveillance plus étroits que ceux prévus dans ladite Convention;

Désireuses de prendre de nouvelles mesures en vue d'atteindre le but visé par ladite Convention et de compléter et de renforcer ses dispositions;

Conscientes que cette réduction et ce contrôle exigent la coopération de toutes les Parties contractantes;

Confiantes que cet effort humanitaire recevra l'adhésion unanime des pays intéressés;

Les Hautes Parties contractantes ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

[*Suivent les noms des Chefs d'Etats et de leurs plénipotentiaires.*]

qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE I. — DÉFINITIONS.

Article 1^{er}.

Aux fins de la présente Convention, les Parties contractantes conviennent d'accepter les définitions suivantes :

Opium brut. — Par « opium brut », on entend le suc, coagulé spontanément, obtenu des capsules du pavot somnifère (*Papaver somniferum L.*) et n'ayant subi que les manipulations nécessaires à son emballage et à son transport, quelle que soit sa teneur en morphine.

Opium médicinal. — Par « opium médicinal », on entend l'opium qui a subi les préparations nécessaires pour son adaptation à l'usage médical, soit en poudre ou granulé, soit en forme de mélange avec des matières neutres, selon les exigences de la pharmacopée.

Morphine. — Par « morphine », on entend le principal alcaloïde de l'opium ayant la formule chimique $C_{17}H_{19}NO_5$.

Diacétylmorphine. — Par « diacétylmorphine », on entend la diacétylmorphine (diamorphine, héroïne) ayant la formule $C_{21}H_{23}NO_5$.

Feuille de coca. — Par « feuille de coca », on entend la feuille de l'*Erythroxylon Coca Lamarck*, de l'*Erythroxylon novo-granatense* (Morris) Hieronymus et de leurs variétés, de la famille des erythroxyliacées et la feuille d'autres espèces de ce genre dont la cocaïne pourrait être extraite directement ou obtenue par transformation chimique.

Cocaïne brute. — Par « cocaïne brute », on entend tous produits extraits de la feuille de coca qui peuvent, directement ou indirectement, servir à la préparation de la cocaïne.

Cocaïne. — Par « cocaïne », on entend l'éther méthylique de la benzoylecgonine lévogyre ($[\alpha]_{D20} = -16.4$) en solution chloroformique à 20 % ayant la formule $C_{17}H_{21}NO_4$.

Ecgonine. — Par « ecgonine », on entend l'ecgonine lévogyre ($[\alpha]_{D20} = -45.6$ en solution aqueuse à 5 %) ayant la formule $C_8H_{13}NO_5 \cdot H_2O$, et tous les dérivés de cette ecgonine qui pourraient servir industriellement à sa régénération.

Chanvre indien. — Par « chanvre indien », on entend la sommité séchée, fleurie ou fructifère, des pieds femelles du *Cannabis sativa L.* de laquelle la résine n'a pas été extraite, sous quelque dénomination qu'elle soit présentée dans le commerce.

SECOND OPIUM CONFERENCE

CONVENTION

Taking note of the fact that the application of the provisions of the Hague Convention of January 23rd, 1912, by the Contracting Parties has produced results of great value, but that the contraband trade in and abuse of the substances to which the Convention applies still continue on a great scale ;

Convinced that the contraband trade in and abuse of these substances cannot be effectually suppressed except by bringing about a more effective limitation of the production or manufacture of the substances, and by exercising a closer control and supervision of the international trade, than are provided for in the said Convention ;

Desirous therefore of taking further measures to carry out the objects aimed at by the said Convention and to complete and strengthen its provisions ;

Realising that such limitation and control require the close co-operation of all the Contracting Parties ;

Confident that this humanitarian effort will meet with the unanimous adhesion of the nations concerned :

Have decided to conclude a Convention for this purpose.

The High Contracting Parties have accordingly appointed as their Plenipotentiaries :

[Here follow the names of heads of States and their Plenipotentiaries.]

who, after communicating their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

CHAPTER I. — DEFINITIONS.

Article 1.

The Contracting Parties agree to adopt the following definitions for the purposes of the present Convention :

Raw Opium. — "Raw opium" means the spontaneously coagulated juice obtained from the capsules of the *Papaver somniferum L.*, which has only been submitted to the necessary manipulations for packing and transport, whatever its content of morphine.

Medicinal Opium. — "Medicinal opium" means raw opium which has undergone the processes necessary to adapt it for medicinal use in accordance with the requirements of the national pharmacopœia, whether in powder form or granulated or otherwise or mixed with neutral materials.

Morphine. — "Morphine" means the principal alkaloid of opium having the chemical formula $C_{17}H_{19}NO_3$.

Diacetylmorphine. — "Diacetylmorphine" means diacetylmorphine (diamorphine, heroin) having the formula $C_{21}H_{23}NO_5$.

Coca Leaf. — "Coca leaf" means the leaf of the *Erythroxylon Coca Lamarck* and the *Erythroxylon novo-granatense* (Morris) Hieronymus and their varieties, belonging to the family of Erythroxylaceæ and the leaf of other species of this genus from which it may be found possible to extract cocaine either directly or by chemical transformation.

Crude Cocaine. — "Crude cocaine" means any extract of the coca leaf which can be used directly or indirectly for the manufacture of cocaine.

Cocaine. — "Cocaine" means methyl-benzoyl lævo-ecgonine ($^{100}D_{20} = -16^{\circ}4$) in 20 per cent solution of chloroform, of which the formula is $C_{17}H_{21}NO_4$.

Ecgonine. — "Ecgonine" means lævo-ecgonine ($^{100}D_{20} = -45^{\circ}6$ in 5 per cent solution of water), of which the formula is $C_8H_{13}NO_6 \cdot H_2O$, and all the derivatives of lævo-ecgonine which might serve industrially for its recovery.

Indian Hemp. — "Indian hemp" means the dried flowering or fruiting tops of the pistillate plant *Cannabis sativa L.* from which the resin has not been extracted, under whatever name they may be designated in commerce.

CHAPITRE II. — CONTROLE INTERIEUR DE L'OPIMUM BRUT ET DES FEUILLES DE COCA.

Article 2.

Les Parties contractantes s'engagent à édicter des lois et règlements, si cela n'a pas encore été fait, pour assurer un contrôle efficace de la production, de la distribution et de l'exportation de l'opium brut ; elles s'engagent également à réviser périodiquement et à renforcer, dans la mesure où cela sera nécessaire, les lois et règlements sur la matière qu'elles auront édictés en vertu de l'article 1^{er} de la Convention de La Haye de 1912 ou de la présente Convention.

Article 3.

Les Parties contractantes limiteront, en tenant compte des différences de leurs conditions commerciales, le nombre des villes, ports ou autres localités par lesquels l'exportation ou l'importation de l'opium brut ou de feuilles de coca sera permise.

CHAPITRE III. — CONTROLE INTERIEUR DES DROGUES MANUFACTURÉES.

Article 4.

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux substances suivantes :

- a) A l'opium médicinal ;
- b) A la cocaïne brute et à l'ecgonine ;
- c) A la morphine, diacétylmorphine, cocaïne et leurs sels respectifs ;
- d) A toutes les préparations officinales et non officinales (y compris les remèdes dits anti-opium) contenant plus de 0,2 % de morphine ou plus de 0,1 % de cocaïne ;
- e) A toutes les préparations contenant de la diacétylmorphine ;
- f) Aux préparations galéniques (extrait et teinture) de chanvre indien ;
- g) A tout autre stupéfiant auquel la présente Convention peut s'appliquer, conformément à l'article 10.

Article 5.

Les Parties contractantes édicteront des lois ou des règlements efficaces de façon à limiter exclusivement aux usages médicaux et scientifiques la fabrication, l'importation, la vente, la distribution, l'exportation et l'emploi des substances auxquelles s'applique le présent chapitre. Elles coopéreront entre elles afin d'empêcher l'usage de ces substances pour tout autre objet.

Article 6.

Les Parties contractantes contrôleront tous ceux qui fabriquent, importent, vendent, distribuent ou exportent les substances auxquelles s'applique le présent chapitre, ainsi que les bâtiments où ces personnes exercent cette industrie ou ce commerce.

A cet effet, les Parties contractantes devront :

- a) Limiter aux seuls établissements et locaux pour lesquels une autorisation existe à cet effet la fabrication des substances visées par l'article 4 b), c), g) ;
- b) Exiger que tous ceux qui fabriquent, importent, vendent, distribuent ou exportent lesdites substances, soient munis d'une autorisation ou d'un permis pour se livrer à ces opérations ;
- c) Exiger de ces personnes la consignation sur leurs livres des quantités fabriquées, des importations, exportations, ventes et tous autres modes de cession desdites substances. Cette règle ne s'appliquera pas nécessairement aux quantités dispensées par les médecins, non plus qu'aux ventes faites sur ordonnance médicale par des pharmaciens dûment autorisés, si les ordonnances sont, dans chaque cas, dûment conservées par le médecin ou le pharmacien.

CHAPTER II. — INTERNAL CONTROL OF RAW OPIUM AND COCA LEAVES.

Article 2.

The Contracting Parties undertake to enact laws and regulations to ensure the effective control of the production, distribution and export of raw opium, unless laws and regulations on the subject are already in existence; they also undertake to review periodically, and to strengthen as required, the laws and regulations on the subject which they have enacted in virtue of Article 1 of the Hague Convention of 1912 or of the present Convention.

Article 3.

Due regard being had to the differences in their commercial conditions, the Contracting Parties shall limit the number of towns, ports or other localities through which the export or import of raw opium or coca leaves shall be permitted.

CHAPTER III. — INTERNAL CONTROL OF MANUFACTURED DRUGS.

Article 4.

The provisions of the present Chapter apply to the following substances :

- (a) Medicinal opium ;
- (b) Crude cocaine and ecgonine ;
- (c) Morphine, diacetylmorphine, cocaine and their respective salts ;
- (d) All preparations officinal and non-official (including the so-called anti-opium remedies) containing more than 0.2 per cent of morphine or more than 0.1 per cent of cocaine ;
- (e) All preparations containing diacetylmorphine ;
- (f) Galenical preparations (extract and tincture) of Indian hemp ;
- (g) Any other narcotic drug to which the present Convention may be applied in accordance with Article 10.

Article 5.

The Contracting Parties shall enact effective laws or regulations to limit exclusively to medical and scientific purposes the manufacture, import, sale, distribution, export and use of the substances to which this Chapter applies. They shall co-operate with one another to prevent the use of these substances for any other purposes.

Article 6.

The Contracting Parties shall control all persons manufacturing, importing, selling, distributing or exporting the substances to which this Chapter applies, as well as the buildings in which these persons carry on such industry or trade.

With this object, the Contracting Parties shall :

- (a) Confine the manufacture of the substances referred to in Article 4 (b), (c) and (g) to those establishments and premises alone which have been licensed for the purpose.
- (b) Require that all persons engaged in the manufacture, import, sale, distribution, or export of the said substances shall obtain a licence or permit to engage in these operations ;
- (c) Require that such persons shall enter in their books the quantities manufactured, imports, exports, sales and all other distribution of the said substances. This requirement shall not necessarily apply either to supplies dispensed by medical practitioners or to sales by duly authorised chemists on medical prescriptions, provided in each case that the medical prescriptions are filed and preserved by the medical practitioner or chemist.

Article 7.

Les Parties contractantes prendront des mesures pour prohiber, dans leur commerce intérieur, toute cession à des personnes non autorisées ou toute détention par ces personnes des substances auxquelles s'applique le présent chapitre.

Article 8.

Lorsque le Comité d'hygiène de la Société des Nations, après avoir soumis la question au Comité permanent de l'Office international d'hygiène publique de Paris pour en recevoir avis et rapport, aura constaté que certaines préparations contenant les stupéfiants visés dans le présent chapitre ne peuvent donner lieu à la toxicomanie, en raison de la nature des substances médicamenteuses avec lesquelles ces stupéfiants sont associés et qui empêchent de les récupérer pratiquement, le Comité d'hygiène avisera de cette constatation le Conseil de la Société des Nations. Le Conseil communiquera cette constatation aux Parties contractantes, ce qui aura pour effet de soustraire au régime de la présente Convention les préparations en question.

Article 9.

Toute Partie contractante peut autoriser les pharmaciens à délivrer au public, de leur propre chef et à titre de médicaments pour l'usage immédiat en cas d'urgence, les préparations officinales opiacées suivantes : teinture d'opium, laudanum de Sydenham, poudre de Dover ; toutefois, la dose maximum qui peut, dans ce cas, être délivrée, ne doit pas contenir plus de 0,25 gr. d'opium officinal, et le pharmacien devra faire figurer dans ses livres, conformément à l'article 6 c), les quantités fournies.

Article 10.

Lorsque le Comité d'hygiène de la Société des Nations, après avoir soumis la question au Comité permanent de l'Office international d'hygiène publique de Paris pour en recevoir avis et rapport, aura constaté que tout stupéfiant auquel la présente Convention ne s'applique pas est susceptible de donner lieu à des abus analogues et de produire des effets aussi nuisibles que les substances visées par ce chapitre de la Convention, le Comité d'hygiène informera le Conseil de la Société des Nations et lui recommandera que les dispositions de la présente Convention soient appliquées à cette substance.

Le Conseil de la Société des Nations communiquera cette recommandation aux Parties contractantes. Toute Partie contractante qui accepte la recommandation signifiera son acceptation au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en avisera les autres Parties contractantes.

Les dispositions de la présente Convention deviendront immédiatement applicables à la substance en question dans les relations entre les Parties contractantes qui auront accepté la recommandation visée par les paragraphes précédents.

CHAPITRE IV. — CHANVRE INDIEN.

Article II.

1. En addition aux dispositions du chapitre V de la présente Convention, qui s'appliqueront au chanvre indien et à la résine qui en est extraite, les Parties contractantes s'engagent :

a) A interdire l'exportation de la résine obtenue du chanvre indien et les préparations usuelles dont la résine est la base (telles que hachich, esrar, chira et djamba) à destination de pays qui en ont interdit l'usage et, lorsque l'exportation en est autorisée, à exiger la production d'un certificat d'importation spécial délivré par le gouvernement du pays importateur et attestant que l'importation est approuvée pour les fins spécifiées dans le certificat et que la résine ou les dites préparations ne seront pas réexportées ;

b) A exiger, avant de délivrer, pour du chanvre indien, le permis d'exportation visé à l'article 13 de la présente Convention, la production d'un certificat d'importation spécial délivré par le gouvernement du pays importateur et attestant que l'importation est approuvée et est destinée exclusivement à des usages médicaux ou scientifiques ;

2. Les Parties contractantes exerceront un contrôle efficace de nature à empêcher le trafic international illicite du chanvre indien et, en particulier, de la résine.

Article 7.

The Contracting Parties shall take measures to prohibit, as regards their internal trade, the delivery to or possession by any unauthorised persons of the substances to which this Chapter applies.

Article 8.

In the event of the Health Committee of the League of Nations, after having submitted the question for advice and report to the Permanent Committee of the Office international d'Hygiène publique in Paris, finding that any preparation containing any of the narcotic drugs referred to in the present Chapter cannot give rise to the drug habit on account of the medicaments with which the said drugs are compounded and which in practice preclude the recovery of the said drugs, the Health Committee shall communicate this finding to the Council of the League of Nations. The Council will communicate the finding to the Contracting Parties, and thereupon the provisions of the present Convention will not be applicable to the preparation concerned.

Article 9.

Any Contracting Party may authorise the supply to the public by chemists, at their own discretion, as medicines, for immediate use in urgent cases, of the following opiate officinal preparations: tincture of opium, Sydenham laudanum and Dover powder. The maximum dose, however, which may be supplied in such cases must not contain more than 25 centigrammes of officinal opium, and the chemist must enter in his books the quantities supplied, as provided in Article 6 (c).

Article 10.

In the event of the Health Committee of the League of Nations, after having submitted the question for advice and report to the Permanent Committee of the Office international d'Hygiène publique in Paris, finding that any narcotic drug to which the present Convention does not apply is liable to similar abuse and productive of similar ill-effects as the substances to which this Chapter of the Convention applies, the Health Committee shall inform the Council of the League accordingly and recommend that the provisions of the present Convention shall be applied to such drug.

The Council of the League shall communicate the said recommendation to the Contracting Parties. Any Contracting Party which is prepared to accept the recommendation shall notify the Secretary-General of the League, who will inform the other Contracting Parties.

The provisions of the present Convention shall thereupon apply to the substance in question as between the Contracting Parties who have accepted the recommendation referred to above.

CHAPTER IV. — INDIAN HEMP.

Article 11.

1. In addition to the provisions of Chapter V of the present Convention, which shall apply to Indian hemp and the resin prepared from it, the Contracting Parties undertake:

(a) To prohibit the export of the resin obtained from Indian hemp and the ordinary preparations of which the resin forms the base (such as hashish, esrar, chiras, djamba) to countries which have prohibited their use, and, in cases where export is permitted, to require the production of a special import certificate issued by the Government of the importing country stating that the importation is approved for the purposes specified in the certificate and that the resin or preparations will not be re-exported;

(b) Before issuing an export authorisation under Article 13 of the present Convention, in respect of Indian hemp, to require the production of a special import certificate issued by the Government of the importing country and stating that the importation is approved and is required exclusively for medical or scientific purposes.

2. The Contracting Parties shall exercise an effective control of such a nature as to prevent the illicit international traffic in Indian hemp and especially in the resin.

CHAPITRE V. — CONTROLE DU COMMERCE INTERNATIONAL.

Article 12.

Chaque Partie contractante exigera qu'une autorisation d'importation distincte soit obtenue pour chaque importation de l'une quelconque des substances auxquelles s'applique la présente Convention. Cette autorisation indiquera la quantité à importer, le nom et l'adresse de l'importateur, ainsi que le nom et l'adresse de l'exportateur.

L'autorisation d'importation spécifiera le délai dans lequel devra être effectuée l'importation ; elle pourra admettre l'importation en plusieurs envois.

Article 13.

1. Chaque Partie contractante exigera qu'une autorisation d'exportation distincte soit obtenue pour chaque exportation de l'une quelconque des substances auxquelles s'applique la présente Convention. Cette autorisation indiquera la quantité à exporter, le nom et l'adresse de l'exportateur, ainsi que le nom et l'adresse de l'importateur.

2. La Partie contractante exigera, avant de délivrer cette autorisation d'exportation, qu'un certificat d'importation, délivré par le gouvernement du pays importateur et attestant que l'importation est approuvée, soit produit par la personne ou la maison qui demande l'autorisation d'exportation.

Chaque Partie contractante s'engage à adopter, dans la mesure du possible, le certificat d'importation dont le modèle est annexé à la présente Convention.

3. L'autorisation d'exportation spécifiera le délai dans lequel doit être effectuée l'exportation et mentionnera le numéro et la date du certificat d'importation, ainsi que l'autorité qui l'a délivré.

4. Une copie de l'autorisation d'exportation accompagnera l'envoi et le gouvernement qui délivre l'autorisation d'exportation en enverra copie au gouvernement du pays importateur.

5. Lorsque l'importation aura été effectuée, ou lorsque le délai fixé pour l'importation sera expiré, le gouvernement du pays importateur renverra l'autorisation d'exportation endossée à cet effet au gouvernement du pays exportateur. L'endos spécifiera la quantité effectivement importée.

6. Si la quantité effectivement exportée est inférieure à celle qui est spécifiée dans l'autorisation d'exportation, mention de cette quantité sera faite par les autorités compétentes sur l'autorisation d'exportation et sur toute copie officielle de cette autorisation.

7. Si la demande d'exportation concerne un envoi destiné à être déposé dans un entrepôt de douane du pays importateur, l'autorité compétente du pays exportateur pourra accepter, au lieu du certificat d'importation prévu ci-dessus, un certificat spécial par lequel l'autorité compétente du pays importateur attestera qu'elle approuve l'importation de l'envoi dans les conditions susmentionnées. En pareil cas, l'autorisation d'exportation précisera que l'envoi est exporté pour être déposé dans un entrepôt de douane.

Article 14.

En vue d'assurer dans les ports-francs et dans les zones franches l'application et l'exécution intégrale des dispositions de la présente Convention, les Parties contractantes s'engagent à appliquer les lois et règlements en vigueur dans le pays, aux ports-francs et aux zones franches situés sur leurs territoires et à y exercer la même surveillance et le même contrôle que dans les autres parties de leurs territoires, en ce qui concerne les substances visées par ladite Convention.

Toutefois, cet article n'empêche pas une des Parties contractantes d'appliquer aux dites substances des dispositions plus énergiques dans les ports-francs et les zones franches que dans les autres parties de son territoire.

Article 15.

1. Aucun envoi de l'une quelconque des substances visées par la présente Convention, si cet envoi est exporté d'un pays à destination d'un autre pays, ne sera autorisé à traverser un troisième pays — que cet envoi soit, ou non, transbordé du navire ou du véhicule utilisé — à moins que la copie de l'autorisation d'exportation (ou le certificat de déroutement, si ce certificat a été délivré conformément au paragraphe suivant) qui accompagne l'envoi ne soit soumis aux autorités compétentes de ce pays.

CHAPTER V. — CONTROL OF INTERNATIONAL TRADE.

Article 12.

Each Contracting Party shall require a separate import authorisation to be obtained for each importation of any of the substances to which the present Convention applies. Such authorisation shall state the quantity to be imported, the name and address of the importer and the name and address of the exporter.

The import authorisation shall specify the period within which the importation must be effected and may allow the importation in more than one consignment.

Article 13.

1. Each Contracting Party shall require a separate export authorisation to be obtained for each exportation of any of the substances to which the present Convention applies. Such authorisation shall state the quantity to be exported, the name and address of the exporter and the name and address of the importer.

2. The Contracting Party, before issuing such export authorisation, shall require an import certificate, issued by the Government of the importing country and certifying that the importation is approved, to be produced by the person or establishment applying for the export authorisation.

Each Contracting Party agrees to adopt, so far as possible, the form of import certificate annexed to the present Convention.

3. The export authorisation shall specify the period within which the exportation must be effected, and shall state the number and date of the import certificate and the authority by whom it has been issued.

4. A copy of the export authorisation shall accompany the consignment, and the Government issuing the export authorisation shall send a copy to the Government of the importing country.

5. The Government of the importing country, when the importation has been effected, or when the period fixed for the importation has expired, shall return the export authorisation, with an endorsement to that effect, to the Government of the exporting country. The endorsement shall specify the amount actually imported.

6. If a less quantity than that specified in the export authorisation is actually exported, the quantity actually exported shall be noted by the competent authorities on the export authorisation and on any official copy thereof.

7. In the case of an application to export a consignment to any country for the purpose of being placed in a bonded warehouse in that country, a special certificate from the Government of that country, certifying that it has approved the introduction of the consignment for the said purpose, may be accepted by the Government of the exporting country in place of the import certificate provided for above. In such a case, the export authorisation shall specify that the consignment is exported for the purpose of being placed in a bonded warehouse.

Article 14.

For the purpose of ensuring the full application and enforcement of the provisions of the present Convention in free ports and free zones, the Contracting Parties undertake to apply in free ports and free zones situated within their territories the same laws and regulations, and to exercise therein the same supervision and control, in respect of the substances covered by the said Convention, as in other parts of their territories.

This Article does not, however, prevent any Contracting Party from applying, in respect of the said substances, more drastic provisions in its free ports and free zones than in other parts of its territories.

Article 15.

1. No consignment of any of the substances covered by the present Convention which is exported from one country to another country shall be permitted to pass through a third country, whether or not it is removed from the ship or conveyance in which it is being conveyed, unless the copy of the export authorisation (or the diversion certificate, if such a certificate has been issued in pursuance of the following paragraph) which accompanies the consignment is produced to the competent authorities of that country.

2. Les autorités compétentes d'un pays par lequel un envoi de l'une quelconque des substances visées par la présente Convention est autorisé à passer prendront toutes les mesures nécessaires pour empêcher le déroutement dudit envoi vers une destination autre que celle qui figure sur la copie de l'autorisation d'exportation (ou sur le certificat de déroutement) qui accompagne cet envoi, à moins que le gouvernement de ce pays n'ait autorisé ce déroutement au moyen d'un certificat spécial de déroutement. Un certificat de déroutement ne sera délivré qu'après réception d'un certificat d'importation, conformément aux dispositions de l'article 13, et émanant du gouvernement du pays à destination duquel on se propose de dérouter ledit envoi; ce certificat contiendra les mêmes renseignements que ceux qui, selon l'article 13, doivent être mentionnés dans l'autorisation d'exportation, ainsi que le nom du pays d'où cet envoi a été primitivement exporté. Toutes les dispositions de l'article 13 qui sont applicables à une autorisation d'exportation s'appliqueront également aux certificats de déroutement.

En outre, le gouvernement du pays autorisant le déroutement de l'envoi devra conserver la copie de l'autorisation primitive d'exportation (ou le certificat de déroutement) qui accompagnait ledit envoi au moment de son arrivée sur le territoire dudit pays et le retourner au gouvernement qui l'a délivré en notifiant en même temps à celui-ci le nom du pays à destination duquel le déroutement a été autorisé.

3. Dans les cas où le transport est effectué par la voie aérienne, les dispositions précédentes du présent article ne seront pas applicables si l'aéronef survole le territoire du tiers pays sans atterrir. Si l'aéronef atterrit sur le territoire dudit pays, lesdites dispositions seront appliquées dans la mesure où les circonstances le permettront.

4. Les alinéas 1 à 3 du présent article ne préjudicient pas aux dispositions de tout accord international limitant le contrôle qui peut être exercé par l'une des Parties contractantes sur les substances visées par la présente Convention, lorsqu'elles seront expédiées en transit direct.

5. Les dispositions du présent article ne s'appliqueront pas au transport de substances par la poste.

Article 16.

Si un envoi de l'une des substances visées par la présente Convention, est débarqué sur le territoire d'une Partie contractante et déposé dans un entrepôt de douane, il ne pourra être retiré de cet entrepôt sans qu'un certificat d'importation, délivré par le gouvernement du pays de destination et certifiant que l'importation est approuvée, soit présenté à l'autorité dont dépend l'entrepôt de douane. Une autorisation spéciale sera délivrée par cette autorité, pour chaque envoi ainsi retiré, et remplacera l'autorisation d'exportation visée aux articles 13, 14 et 15.

Article 17.

Lorsque les substances visées par la présente Convention traverseront en transit les territoires d'une Partie contractante, ou y seront déposées en entrepôt de douane, elles ne pourront être soumises à aucune opération qui modifierait, soit leur nature, soit, sauf permission de l'autorité compétente, leur emballage.

Article 18.

Si l'une des Parties contractantes estime impossible de faire application de l'une quelconque des dispositions du présent chapitre à son commerce avec un autre pays, en raison du fait que ce dernier n'est pas partie à la présente Convention, cette Partie contractante ne sera obligée d'appliquer les dispositions du présent chapitre que dans la mesure où les circonstances le permettent.

CHAPITRE VI. — COMITÉ CENTRAL PERMANENT.

Article 19.

Un Comité central permanent sera nommé, dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Le Comité central comprendra huit personnes qui, par leur compétence technique, leur impartialité et leur indépendance inspireront une confiance universelle.

Les membres du Comité central seront nommés par le Conseil de la Société des Nations.

Les États-Unis d'Amérique et l'Allemagne seront invités à désigner chacun une personne pour participer à ces nominations.

En procédant à ces nominations, on prendra en considération l'importance qu'il y a à faire figurer dans le Comité central, en proportion équitable, des personnes ayant une connaissance de la question des stupéfiants, dans les pays producteurs et manufacturiers, d'une part, et dans les pays consommateurs, d'autre part, et appartenant à ces pays.

Les membres du Comité central n'exerceront pas des fonctions qui les mettent dans une position de dépendance directe de leurs gouvernements.

Les membres du Comité exerceront un mandat d'une durée de cinq ans et seront rééligibles.

Le Comité élira son président et fixera son règlement intérieur.

Le quorum fixé pour les réunions du Comité sera de quatre membres.

Les décisions du Comité relatives aux articles 24 et 26 devront être prises à la majorité absolue de tous les membres du Comité.

2. The competent authorities of any country through which a consignment of any of the substances covered by the present Convention is permitted to pass shall take all due measures to prevent the diversion of the consignment to a destination other than that named in the copy of the export authorisation (or the diversion certificate) which accompanies it, unless the Government of that country has authorised that diversion by means of a special diversion certificate. A diversion certificate shall only be issued after the receipt of an import certificate, in accordance with Article 13, from the Government of the country to which it is proposed to divert the consignment, and shall contain the same particulars as are required by Article 13 to be stated in an export authorisation, together with the name of the country from which the consignment was originally exported. All the provisions of Article 13 which are applicable to an export authorisation shall be applicable equally to the diversion certificate.

Further, the Government of the country authorising the diversion of the consignment shall detain the copy of the original export authorisation (or diversion certificate) which accompanied the consignment on arrival in its territory, and shall return it to the Government which issued it, at the same time notifying the name of the country to which the diversion has been authorised.

3. In cases where the transport is being effected by air, the preceding provisions of this Article shall not be applicable if the aircraft passes over the territory of the third country without landing. If the aircraft lands in the territory of the said country, the said provisions shall be applied so far as the circumstances permit.

4. Paragraphs 1 to 3 of this Article are without prejudice to the provisions of any international agreement which limits the control which may be exercised by any of the Contracting Parties over the substances to which the present Convention applies when in direct transit.

5. The provisions of this Article shall not apply to transport of the substances by post.

Article 16.

A consignment of any of the substances covered by the present Convention which is landed in the territory of any Contracting Party and placed in a bonded warehouse shall not be withdrawn from the bonded warehouse unless an import certificate, issued by the Government of the country of destination and certifying that the importation is approved, is produced to the authorities having jurisdiction over the bonded warehouse. A special authorisation shall be issued by the said authorities in respect of each consignment so withdrawn and shall take the place of the export authorisation for the purpose of Articles 13, 14 and 15 above.

Article 17.

No consignment of the substances covered by the present Convention while passing in transit through the territories of any Contracting Party or whilst being stored there in a bonded warehouse may be subjected to any process which would alter the nature of the substances in question or, without the permission of the competent authorities, the packing.

Article 18.

If any Contracting Party finds it impossible to apply any provision of this Chapter to trade with another country by reason of the fact that such country is not a party to the present Convention, such Contracting Party will only be bound to apply the provisions of this Chapter so far as the circumstances permit.

CHAPTER VI. — PERMANENT CENTRAL BOARD.

Article 19.

A Permanent Central Board shall be appointed, within three months from the coming into force of the present Convention.

The Central Board shall consist of eight persons who, by their technical competence, impartiality and disinterestedness, will command general confidence.

The members of the Central Board shall be appointed by the Council of the League of Nations.

The United States of America and Germany shall be invited each to nominate one person to participate in these appointments.

In making the appointments, consideration shall be given to the importance of including on the Central Board, in equitable proportion, persons possessing a knowledge of the drug situation, both in the producing and manufacturing countries on the one hand and in the consuming countries on the other hand, and connected with such countries.

The members of the Central Board shall not hold any office which puts them in a position of direct dependence on their Governments.

The members shall be appointed for a term of five years, and they will be eligible for re-appointment.

The Central Board shall elect its own President and shall settle its rules of procedure.

At meetings of the Board, four members shall form a quorum.

The decisions of the Board relative to Articles 24 and 26 shall be taken by an absolute majority of the whole number of the Board.

Article 20.

Le Conseil de la Société des Nations, d'accord avec le Comité, prendra les dispositions nécessaires pour l'organisation et le fonctionnement du Comité, en vue de garantir la pleine indépendance de cet organisme dans l'exécution de ses fonctions techniques, conformément à la présente Convention, et d'assurer, par le Secrétaire général, le fonctionnement des services administratifs du Comité.

Le Secrétaire général nommera le secrétaire et les fonctionnaires du Comité central, sur la désignation dudit Comité et sous réserve de l'approbation du Conseil.

Article 21.

Les Parties contractantes conviennent d'envoyer chaque année, avant le 31 décembre, au Comité central permanent prévu à l'article 19, les évaluations des quantités de chacune des substances visées par la Convention à importer sur leurs territoires, en vue de leur consommation intérieure au cours de l'année suivante pour des fins médicales, scientifiques et autres.

Ces chiffres ne doivent pas être considérés comme ayant, pour le gouvernement intéressé, un caractère obligatoire, mais seront donnés au Comité central à titre d'indication pour l'exercice de son mandat.

Dans le cas où des circonstances obligeraient un pays à modifier, au cours de l'année, ses évaluations, ce pays communiquera au Comité central les chiffres révisés.

Article 22.

1. Les Parties contractantes conviennent d'envoyer chaque année au Comité central, trois mois (dans les cas prévus au paragraphe c) : cinq mois) au plus tard après la fin de l'année, et de la manière qui sera indiquée par le Comité, des statistiques aussi complètes et exactes que possible, relatives à l'année précédente :

a) De la production d'opium brut et de feuilles de coca ;

b) De la fabrication des substances visées au chapitre III, article 4 b) c) g), de la présente Convention et des matières premières employées pour cette fabrication. La quantité de ces substances, employée à la fabrication d'autres dérivés non visés par la Convention, sera déclarée séparément ;

c) Des stocks de substances visées par les chapitres II et III de la présente Convention, détenus par les négociants en gros ou par l'Etat, en vue de la consommation dans le pays, pour des besoins autres que les besoins de l'Etat ;

d) De la consommation, en dehors des besoins de l'Etat, des substances visées aux chapitres II et III de la présente Convention ;

e) Des quantités des substances visées par la présente Convention qui auront été confisquées à la suite d'importations et d'exportations illicites ; ces statistiques indiqueront la manière dont on aura disposé des substances confisquées, ainsi que tous autres renseignements utiles relatifs à la confiscation et à l'emploi fait des substances confisquées.

Les statistiques visées *sub litteris a, b, c, d, e*, seront communiquées par le Comité central aux Parties contractantes.

2. Les Parties contractantes conviennent d'envoyer au Comité central, de la manière qui sera prescrite par celui-ci, dans les quatre semaines qui suivront la fin de chaque période de trois mois, et pour chacune des substances visées par la présente Convention, les statistiques de leurs importations et de leurs exportations, en provenance et à destination de chaque pays au cours des trois mois précédents. Ces statistiques seront, dans les cas qui pourront être déterminés par le Comité, envoyées par télégramme, sauf si les quantités descendent au-dessous d'un minimum qui sera fixé pour chaque substance par le Comité central.

3. En fournissant les statistiques, conformément au présent article, les gouvernements indiqueront séparément les quantités importées ou achetées en vue des besoins de l'Etat, afin qu'il soit possible de déterminer les quantités requises dans le pays pour les besoins généraux de la médecine et de la science. Le Comité central n'aura aucun pouvoir de poser des questions ou d'exprimer une opinion quelconque quant aux quantités importées ou achetées en vue des besoins de l'Etat ou quant à l'usage qui en sera fait.

4. Au sens du présent article, les substances détenues, importées ou achetées par l'Etat en vue d'une vente éventuelle, ne sont pas considérées comme véritablement détenues, importées ou achetées pour les besoins de l'Etat.

Article 20.

The Council of the League of Nations shall, in consultation with the Board, make the necessary arrangements for the organisation and working of the Board, with the object of assuring the full technical independence of the Board in carrying out its duties under the present Convention, while providing for the control of the staff in administrative matters by the Secretary-General.

The Secretary-General shall appoint the secretary and staff of the Board on the nomination of the Board and subject to the approval of the Council.

Article 21.

The Contracting Parties agree to send in annually before December 31st, to the Permanent Central Board set up under Article 19, estimates of the quantities of each of the substances covered by the Convention to be imported into their territory for internal consumption during the following year for medical, scientific and other purposes.

These estimates are not to be regarded as binding on the Government concerned, but will be for the purpose of serving as a guide to the Central Board in the discharge of its duties.

Should circumstances make it necessary for any country, in the course of the year, to modify its estimates, the country in question shall communicate the revised figures to the Central Board.

Article 22.

1. The Contracting Parties agree to send annually to the Central Board, in a manner to be indicated by the Board, within three (in the case of paragraph (c), five) months after the end of the year, as complete and accurate statistics as possible relative to the preceding year, showing :

(a) Production of raw opium and coca leaves ;

(b) Manufacture of the substances covered by Chapter III, Article 4 (b) (c) and (g) of the present Convention and the raw material used for such manufacture. The amount of such substances used for the manufacture of other derivatives not covered by the Convention shall be separately stated ;

(c) Stocks of the substances covered by Chapters II and III of the present Convention in the hands of wholesalers or held by the Government for consumption in the country for other than Government purposes ;

(d) Consumption, other than for Government purposes, of the substances covered by Chapters II and III of the present Convention ;

(e) Amounts of each of the substances covered by the present Convention which have been confiscated on account of illicit import or export ; the manner in which the confiscated substances have been disposed of shall be stated, together with such other information as may be useful in regard to such confiscation and disposal.

The statistics referred to in paragraphs (a) to (e) above shall be communicated by the Central Board to the Contracting Parties.

2. The Contracting Parties agree to forward to the Central Board, in a manner to be prescribed by the Board, within four weeks after the end of each period of three months, the statistics of their imports from and exports to each country of each of the substances covered by the present Convention during the preceding three months. These statistics will, in such cases as may be prescribed by the Board, be sent by telegram, except when the quantities fall below a minimum amount which shall be fixed in the case of each substance by the Board.

3. In furnishing the statistics in pursuance of this Article, the Governments shall state separately the amounts imported or purchased for Government purposes, in order to enable the amounts required in the country for general medical and scientific purposes to be ascertained. It shall not be within the competence of the Central Board to question or to express any opinion on the amounts imported or purchased for Government purposes or the use thereof.

4. For the purposes of this Article, substances which are held, imported, or purchased by the Government for eventual sale are not regarded as held, imported or purchased for Government purposes.

Article 23.

Afin de compléter les renseignements fournis au Comité central au sujet de l'affectation définitive donnée à la quantité totale d'opium existant dans le monde entier, les gouvernements des pays où l'usage de l'opium préparé est temporairement autorisé fourniront chaque année au Comité, de la manière qui sera prescrite par celui-ci, outre les statistiques prévues à l'article 22, trois mois au plus après la fin de l'année, des statistiques aussi complètes et exactes que possible, relatives à l'année précédente :

1) De la fabrication d'opium préparé et des matières premières employées à cette fabrication ;

2) De la consommation d'opium préparé.

Il est entendu que le Comité n'aura aucun pouvoir de poser des questions ou d'exprimer une opinion quelconque au sujet de ces statistiques et que les dispositions de l'article 24 ne seront pas applicables en ce qui touche aux questions visées par le présent article, sauf si le Comité vient à constater l'existence, dans une mesure appréciable, de transactions internationales illicites.

Article 24.

1. Le Comité central surveillera d'une façon constante le mouvement du marché international. Si les renseignements dont il dispose le portent à conclure qu'un pays donné accumule des quantités exagérées d'une substance visée par la présente Convention et risque ainsi de devenir un centre de trafic illicite, il aura le droit de demander des explications au pays en question par l'entremise du Secrétaire général de la Société des Nations.

2. S'il n'est fourni aucune explication dans un délai raisonnable, ou si les explications données ne sont pas satisfaisantes, le Comité central aura le droit d'attirer, sur ce point, l'attention des gouvernements de toutes les Parties contractantes ainsi que celle du Conseil de la Société des Nations, et de recommander qu'aucune nouvelle exportation des substances auxquelles s'applique la présente Convention, ou de l'une quelconque d'entre elles, ne soit effectuée, à destination du pays en question, jusqu'à ce que le Comité ait signalé qu'il a obtenu tous les apaisements quant à la situation dans ce pays en ce qui concerne lesdites substances. Le Comité central notifiera en même temps au gouvernement du pays intéressé la recommandation qu'il a faite.

3. Le pays intéressé pourra porter la question devant le Conseil de la Société des Nations.

4. Tout gouvernement d'un pays exportateur qui ne sera pas disposé à agir selon la recommandation du Comité central pourra également porter la question devant le Conseil de la Société des Nations.

S'il ne croit pas devoir le faire, il informera immédiatement le Comité central qu'il n'est pas disposé à se conformer à la recommandation du Conseil, en donnant, si possible, ses raisons.

5. Le Comité central aura le droit de publier un rapport sur la question et de le communiquer au Conseil, qui le transmettra aux gouvernements des Parties contractantes.

6. Si, dans un cas quelconque, la décision du Comité central n'est pas prise à l'unanimité, les avis de la minorité devront également être exposés.

7. Tout pays sera invité à se faire représenter aux séances du Comité central au cours desquelles est examinée une question l'intéressant directement.

Article 25.

Toutes les Parties contractantes auront le droit, à titre amical, d'appeler l'attention du Comité sur toute question qui leur paraîtra nécessiter un examen. Toutefois, le présent article ne pourra être interprété comme étendant les pouvoirs du Comité.

Article 26.

En ce qui concerne les pays qui ne sont pas parties à la présente Convention, le Comité central pourra prendre les mesures spécifiées à l'article 24 dans le cas où les renseignements dont il dispose le portent à conclure qu'un pays donné risque de devenir un centre de trafic illicite ; dans ce cas, le Comité prendra les mesures indiquées dans l'article en question en ce qui concerne la notification au pays intéressé.

Les alinéas 3, 4 et 7 de l'article 24 s'appliqueront dans ce cas.

Article 27.

Le Comité central présentera chaque année au Conseil de la Société des Nations un rapport sur ses travaux. Ce rapport sera publié et communiqué à toutes les Parties contractantes.

Le Comité central prendra toutes les mesures nécessaires pour que les évaluations, statistiques, renseignements et explications dont il dispose, conformément aux articles 21, 22, 23, 24, 25 ou 26 de la présente Convention, ne soient pas rendus publics d'une manière qui pourrait faciliter les opérations des spéculateurs ou porter atteinte au commerce légitime de l'une quelconque des Parties contractantes.

Article 23.

In order to complete the information of the Board as to the disposal of the world's supply of raw opium, the Governments of the countries where the use of prepared opium is temporarily authorised shall, in a manner to be prescribed by the Board, in addition to the statistics provided for in Article 22, forward annually to the Board, within three months after the end of the year, as complete and accurate statistics as possible relative to the preceding year showing :

- (1) The manufacture of prepared opium, and the raw material used for such manufacture ;
- (2) The consumption of prepared opium.

It is understood that it shall not be within the competence of the Board to question or to express any opinion upon these statistics, and that the provisions of Article 24 are not applicable to the matters dealt with in this Article, except in cases where the Board may find that illicit international transactions are taking place on an appreciable scale.

Article 24.

1. The Central Board shall continuously watch the course of the international trade. If the information at its disposal leads the Board to conclude that excessive quantities of any substance covered by the present Convention are accumulating in any country, or that there is a danger of that country becoming a centre of the illicit traffic, the Board shall have the right to ask, through the Secretary-General of the League, for explanations from the country in question.

2. If no explanation is given within a reasonable time or the explanation is unsatisfactory, the Central Board shall have the right to call the attention of the Governments of all the Contracting Parties and of the Council of the League of Nations to the matter, and to recommend that no further exports of the substances covered by the present Convention or any of them shall be made to the country concerned until the Board reports that it is satisfied as to the situation in that country in regard to the said substances. The Board shall at the same time notify the Government of the country concerned of the recommendation made by it.

3. The country concerned shall be entitled to bring the matter before the Council of the League.

4. The Government of any exporting country which is not prepared to act on the recommendation of the Central Board shall also be entitled to bring the matter before the Council of the League.

If it does not do so, it shall immediately inform the Board that it is not prepared to act on the recommendation, explaining, if possible, why it is not prepared to do so.

5. The Central Board shall have the right to publish a report on the matter and communicate it to the Council, which shall thereupon forward it to the Governments of all the Contracting Parties.

6. If in any case the decision of the Central Board is not unanimous, the views of the minority shall also be stated.

7. Any country shall be invited to be represented at a meeting of the Central Board at which a question directly interesting it is considered.

Article 25.

It shall be the friendly right of any of the Contracting Parties to draw the attention of the Board to any matter which appears to it to require investigation, provided that this Article shall not be construed as in any way extending the powers of the Board.

Article 26.

In the case of a country which is not a party to the present Convention, the Central Board may take the same measures as are specified in Article 24, if the information at the disposal of the Board leads it to conclude that there is a danger of the country becoming a centre of the illicit traffic ; in that case the Board shall take the action indicated in the said Article as regards notification to the country concerned.

Paragraphs 3, 4 and 7 of Article 24 shall apply in any such case.

Article 27.

The Central Board shall present an annual report on its work to the Council of the League. This report shall be published and communicated to all the Contracting Parties.

The Central Board shall take all necessary measures to ensure that the estimates, statistics, information and explanations which it receives under Articles 21, 22, 23, 24, 25 or 26 of the present Convention shall not be made public in such a manner as to facilitate the operations of speculators or injure the legitimate commerce of any Contracting Party.

CHAPITRE VII. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 28.

Chacune des Parties contractantes s'engage à rendre passibles de sanctions pénales adéquates, y compris, le cas échéant, la confiscation des substances, objet du délit, les infractions aux lois et règlements relatifs à l'application des dispositions de la présente Convention.

Article 29.

Les Parties contractantes examineront dans l'esprit le plus favorable la possibilité de prendre des mesures législatives pour punir des actes commis dans le ressort de leur juridiction en vue d'aider ou d'assister à la perpétration, en tout lieu situé hors de leur juridiction, d'un acte constituant une infraction aux lois en vigueur en ce lieu et ayant trait aux objets visés par la présente Convention.

Article 30.

Les Parties contractantes se communiqueront, par l'intermédiaire du Secrétaire général de la Société des Nations, si elles ne l'ont déjà fait, leurs lois et règlements concernant les matières visées par la présente Convention, de même que les lois et règlements qui seraient promulgués pour la mettre en vigueur.

Article 31.

La présente Convention remplace, entre les Parties contractantes, les dispositions des chapitres I, III et V de la Convention signée à La Haye le 23 janvier 1912. Ces dispositions resteront en vigueur entre les Parties contractantes et tout Etat partie à la Convention de La Haye, et qui ne serait pas partie à la présente Convention.

Article 32.

1. Afin de régler, autant que possible, à l'amiable les différends qui s'élèveraient entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente Convention et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique, les Parties en litige pourront, préalablement à toute procédure judiciaire ou arbitrale, soumettre ces différends, pour avis consultatif, à l'organisme technique que le Conseil de la Société des Nations désignerait à cet effet.

2. L'avis consultatif devra être formulé dans les six mois à compter du jour où l'organisme dont il s'agit aura été saisi du différend, à moins que, d'un commun accord, les Parties en litige ne décident de proroger ce délai. Cet organisme fixera le délai dans lequel les Parties auront à se prononcer à l'égard de son avis.

3. L'avis consultatif ne liera pas les Parties en litige, à moins qu'il ne soit accepté par chacune d'elles.

4. Les différends qui n'auraient pu être réglés ni directement, ni, le cas échéant, sur la base de l'avis de l'organisme technique susvisé, seront portés, à la demande d'une des Parties au litige, devant la Cour permanente de Justice internationale, à moins que, par application d'une convention existante ou en vertu d'un accord spécial à conclure, il ne soit procédé au règlement du différend par voie d'arbitrage ou de toute autre manière.

5. Le recours à la Cour de Justice sera formé ainsi qu'il est prévu à l'article 40 du Statut de la Cour.

6. La décision prise par les Parties au litige de le soumettre, pour avis consultatif, à l'organisme technique désigné par le Conseil de la Société des Nations, ou de recourir à l'arbitrage, sera communiquée au Secrétaire général de la Société et, par ses soins, aux autres Parties contractantes, qui auront le droit d'intervenir dans la procédure.

7. Les Parties au litige devront porter devant la Cour permanente de Justice internationale tout point de droit international ou toute question d'interprétation de la présente Convention qui pourra surgir au cours de la procédure devant l'organisme technique ou le tribunal arbitral dont cet organisme ou ce tribunal estimerait, sur demande d'une des Parties, que la solution préalable par la Cour est indispensable pour le règlement du différend.

CHAPTER VII. — GENERAL PROVISIONS.

Article 28.

Each of the Contracting Parties agrees that breaches of its laws or regulations by which the provisions of the present Convention are enforced shall be punishable by adequate penalties, including in appropriate cases the confiscation of the substances concerned.

Article 29.

The Contracting Parties will examine in the most favourable spirit the possibility of taking legislative measures to render punishable acts committed within their jurisdiction for the purpose of procuring or assisting the commission in any place outside their jurisdiction of any act which constitutes an offence against the laws of that place relating to the matters dealt with in the present Convention.

Article 30.

The Contracting Parties shall communicate to one another, through the Secretary-General of the League of Nations, their existing laws and regulations respecting the matters referred to in the present Convention, so far as this has not already been done, as well as those promulgated in order to give effect to the said Convention.

Article 31.

The present Convention replaces, as between the Contracting Parties, the provisions of Chapters I, III and V of the Convention signed at The Hague on January 23rd, 1912, which provisions remain in force as between the Contracting Parties and any States Parties to the said Convention which are not Parties to the present Convention.

Article 32.

1. In order as far as possible to settle in a friendly manner disputes arising between the Contracting Parties in regard to the interpretation or application of the present Convention which they have not been able to settle through diplomatic channels, the parties to such a dispute may, before resorting to any proceedings for judicial settlement or arbitration, submit the dispute for an advisory opinion to such technical body as the Council of the League of Nations may appoint for this purpose.

2. The advisory opinion shall be given within six months commencing from the day on which the dispute has been submitted to the technical body, unless this period is prolonged by mutual agreement between the parties to the dispute. The technical body shall fix the period within which the parties are to decide whether they will accept the advisory opinion given by it.

3. The advisory opinion shall not be binding upon the parties to the dispute unless it is accepted by each of them.

4. Disputes which it has not been found possible to settle either directly or on the basis of the advice of the above-mentioned technical body shall, at the request of any one of the parties thereto, be brought before the Permanent Court of International Justice, unless a settlement is attained by way of arbitration or otherwise by application of some existing convention or in virtue of an arrangement specially concluded.

5. Proceedings shall be opened before the Permanent Court of International Justice in the manner laid down in Article 40 of the Statute of the Court.

6. A decision of the parties to a dispute to submit it for an advisory opinion to the technical body appointed by the Council of the League of Nations, or to resort to arbitration, shall be communicated to the Secretary-General of the League of Nations and by him to the other Contracting Parties, which shall have the right to intervene in the proceedings.

7. The parties to a dispute shall bring before the Permanent Court of International Justice any question of international law or question as to the interpretation of the present Convention arising during proceedings before the technical body or arbitral tribunal, decision of which by the Court is, on the demand of one of the parties, declared by the technical body or arbitral tribunal to be necessary for the settlement of the dispute.

Article 33.

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour et sera, jusqu'au 30 septembre 1925, ouverte à la signature de tout Etat représenté à la Conférence où fut élaborée la présente Convention, de tout Membre de la Société des Nations et de tout Etat à qui le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire de la présente Convention.

Article 34.

La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera le dépôt aux Membres de la Société des Nations signataires de la Convention, ainsi qu'aux autres Etats signataires.

Article 35.

A partir du 30 septembre 1925, tout Etat représenté à la Conférence où fut élaborée la présente Convention et non signataire de celle-ci, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat auquel le Conseil de la Société des Nations en aura, à cet effet, communiqué un exemplaire, pourra adhérer à la présente Convention.

Cette adhésion s'effectuera au moyen d'un instrument communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations, et qui sera déposé dans les archives du Secrétariat. Le Secrétaire général notifiera immédiatement ce dépôt aux Membres de la Société des Nations signataires de la Convention, et aux autres Etats signataires, ainsi qu'aux Etats adhérents.

Article 36.

La présente Convention n'entrera en vigueur qu'après avoir été ratifiée par dix Puissances, y compris sept des Etats qui participeront à la nomination du Comité central, en conformité à l'article 19, dont au moins deux Etats membres permanents du Conseil de la Société des Nations. La date de son entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour après la réception, par le Secrétaire général de la Société des Nations, de la dernière des ratifications nécessaires. Ultérieurement, la présente Convention prendra effet, en ce qui concerne chacune des Parties, quatre-vingt-dix jours après la réception de la ratification ou de la notification de l'adhésion.

Conformément aux dispositions de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, le Secrétaire général enregistrera la présente Convention le jour de son entrée en vigueur.

Article 37.

Un recueil spécial sera tenu par le Secrétaire général de la Société des Nations, indiquant quelles Parties ont signé ou ratifié la présente Convention, y ont adhéré ou l'ont dénoncée. Ce recueil sera constamment ouvert aux Parties contractantes et aux Membres de la Société, et publication en sera faite aussi souvent que possible, suivant les indications du Conseil.

Article 38.

La présente Convention pourra être dénoncée par notification écrite, adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. La dénonciation deviendra effective un an après la date de sa réception par le Secrétaire général et n'aura d'effet qu'en ce qui concerne l'Etat dénonçant.

Le Secrétaire général de la Société des Nations portera à la connaissance de chacun des Membres de la Société des Nations signataires de la Convention ou y ayant adhéré, et des autres Etats qui sont signataires ou qui y ont adhéré, toute dénonciation reçue par lui.

Article 39.

Tout Etat participant à la présente Convention pourra déclarer, soit au moment de sa signature, soit au moment du dépôt de sa ratification ou de son adhésion, que son acceptation de la présente Convention n'engage pas, soit l'ensemble, soit tel de ses protectorats, colonies, possessions ou territoires d'outre-mer soumis à sa souveraineté ou à son autorité, ou pour lequel il a accepté un mandat de la Société des Nations, et pourra, ultérieurement et conformément à l'article 35, adhérer séparément au nom de l'un quelconque de ses protectorats, colonies, possessions ou territoires d'outre-mer, exclus par une telle déclaration.

La dénonciation pourra également s'effectuer séparément pour tout protectorat, colonie, possession ou territoire d'outre-mer ; les dispositions de l'article 38 s'appliqueront à cette dénonciation.

Article 33.

The present Convention, of which the French and English texts are both authentic, shall bear to-day's date and shall be open for signature until the 30th day of September, 1925, by any State represented at the Conference at which the present Convention was drawn up, by any Member of the League of Nations, and by any State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the Convention for this purpose.

Article 34.

The present Convention is subject to ratification. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to the Members of the League which are signatories of the Convention and to the other signatory States.

Article 35.

After the 30th day of September, 1925, the present Convention may be acceded to by any State represented at the Conference at which this Convention was drawn up and which has not signed the Convention, by any Member of the League of Nations, or by any State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the Convention for this purpose.

Accession shall be effected by an instrument communicated to the Secretary-General of the League of Nations to be deposited in the archives of the Secretariat. The Secretary-General shall at once notify such deposit to all the Members of the League of Nations signatories of the Convention and to the other signatory States.

Article 36.

The present Convention shall not come into force until it has been ratified by ten Powers, including seven of the States by which the Central Board is to be appointed in pursuance of Article 19, of which at least two must be permanent Members of the Council of the League. The date of its coming into force shall be the ninetieth day after the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the last of the necessary ratifications. Thereafter, the present Convention will take effect in the case of each Party ninety days after the receipt of its ratification or of the notification of its accession.

In compliance with the provisions of Article 18 of the Covenant of the League of Nations, the Secretary-General will register the present Convention upon the day of its coming into force.

Article 37.

A special record shall be kept by the Secretary-General of the League of Nations showing which of the Parties have signed, ratified, acceded to or denounced the present Convention. This record shall be open to the Contracting Parties and the Members of the League at all times; it shall be published as often as possible, in accordance with the directions of the Council.

Article 38.

The present Convention may be denounced by an instrument in writing addressed to the Secretary-General of the League of Nations. The denunciation shall become effective one year after the date of the receipt of the instrument of denunciation by the Secretary-General, and shall operate only in respect of the Contracting Party which makes it.

The Secretary-General of the League of Nations shall notify the receipt of any such denunciations to all Members of the League of Nations signatories of or adherents to the Convention and to the other signatory or adherent States.

Article 39.

Any State signing or acceding to the present Convention may declare, at the moment either of its signature, ratification or accession, that its acceptance of the present Convention does not include any or all of its colonies, overseas possessions, protectorates, or overseas territories under its sovereignty or authority, or in respect of which it has accepted a mandate on behalf of the League of Nations, and may subsequently accede, in conformity with the provisions of Article 35, on behalf of any such colony, overseas possession, protectorate or territory excluded by such declaration.

Denunciation may also be made separately in respect of any such colony, overseas possession, protectorate or territory, and the provisions of Article 38 shall apply to any such denunciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires sus-mentionnés ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève, le dix-neuf février 1925, en une seule expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie certifiée conforme en sera remise à tous les Etats représentés à la Conférence et à tout Membre de la Société des Nations.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention.

DONE at Geneva, the nineteenth day of February, one thousand nine hundred and twenty-five, in a single copy, which will remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations; certified copies will be transmitted to all the States represented at the Conference and to all Members of the League of Nations.

ALBANIE

B. BLINISHTI

ALBANIA

ALLEMAGNE

H. von ECKARDT
Sous la réserve annexée au procès-verbal de la séance plénière du 16 février 1925.¹ H.v.E.

GERMANY

BELGIQUE

Fernand PELTZER
Dr. Ferd. De MYTTENAERE

BELGIUM

EMPIRE BRITANNIQUE

Malcolm DELEVINGNE

BRITISH EMPIRE

AUSTRALIE

M. L. SHEPHERD

AUSTRALIA

FRANCE

G. BOURGOIS A. KIRCHER

FRANCE

Le Gouvernement français est obligé de faire toutes ses réserves en ce qui concerne les Colonies, Protectorats et Pays sous mandat, dépendant de son autorité, sur la possibilité de produire régulièrement dans le délai strictement imparti, des statistiques trimestrielles prévues à l'alinéa 2 de l'article 22.²

G. B. A. K.

GRÈCE

Ad referendum
Vassili DENDRAMIS

GREECE

JAPON

S. KAKU. Y. SUGIMURA.

JAPAN

LUXEMBOURG

Ch. G. VERMAIRE

LUXEMBURG

PAYS-BAS

v. WETTUM. J. B. M. COBERGH.
A. D. A. de KAT ANGELINO

NETHERLANDS

PERSE

Ad referendum et sous réserve de la satisfaction qui sera donnée par la Société des Nations à la demande de la Perse exposée dans son mémorandum. O.D.C. 24.³

PERSIA

Prince ARFA-ED-DOVLEH MIRZA RIZA KHAN

[Translation.]

¹ Subject to the reservation annexed to the Procès-verbal of the plenary meeting of February 16th, 1925.

² The French Government is compelled to make all reservations, as regards the colonies, protectorates and mandated territories under its authority, as to the possibility of regularly producing, within the strictly prescribed time-limit, the quarterly statistics provided for in paragraph 2 of Article 22.

³ *Ad referendum* and subject to the League of Nations complying with the request made by Persia in the Memorandum O.D.C. 24.

POLOGNE

CHODZKO

POLAND

PORTUGAL

A. M. Bartholomeu FERREIRA
R. J. RODRIGUES

PORTUGAL

SIAM

DAMRAS

SIAM

Annexe.

MODÈLE DE CERTIFICAT D'IMPORTATION

CONVENTION INTERNATIONALE DE L'OPIMUM

N^o.

Certificat officiel d'importation.

Nous certifions par la présente que le Ministère du.....charge de l'application de la loi sur les stupéfiants visés par la Convention internationale de l'opium a approuvé l'importation par :

a) Nom, adresse et profession de l'importateur.

a).....

b) Description exacte du stupéfiant et quantité destinés à l'importation.

de b).....

c) Nom et adresse de la maison du pays exportateur qui fournit le stupéfiant.

en provenance de c).....

d) Indiquer toutes les conditions spéciales à observer; mentionner, par exemple, que le stupéfiant ne doit pas être expédié par la poste.

sous réserve des conditions suivantes d).....

.....

et déclarons que l'envoi destiné à l'importation est nécessaire :

- 1) pour les besoins légitimes (dans le cas d'opium brut et de la feuille de coca) ¹;
- 2) pour des besoins médicaux ou scientifiques exclusivement (dans le cas des stupéfiants visés par le chapitre III de la Convention, et du chanvre indien).

Pour le ministre et par son ordre.....

(Signé).....

(Titre).....

(Date).....

¹ Les pays qui n'ont pas supprimé l'habitude de fumer l'opium et qui désirent importer de l'opium brut pour la fabrication de l'opium préparé doivent délivrer des certificats établissant que l'opium brut réservé à l'importation est destiné à la fabrication de l'opium préparé, que les fumeurs sont soumis aux restrictions gouvernementales, en attendant la suppression complète de l'opium et que l'opium importé ne sera pas réexporté.

Annex

MODEL FORM OF IMPORT CERTIFICATE

INTERNATIONAL OPIUM CONVENTION

No. *Certificate of Official Approval of Import.*

I hereby certify that the Ministry of being the Ministry charged with the administration of the law relating to the dangerous drugs to which the International Opium Convention of () applies, has approved the importation by

(a) Name, address and business of importer.

(a)

(b) Exact description and amount of drug to be imported.

of (b)

(c) Name and address of firm in exporting country from which the drug is to be obtained.

from (c)

(d) State any special conditions to be observed, e.g. not to be imported through the post.

subject to the following conditions

(d)

and is satisfied that the consignment proposed to be imported is required :

- (1) For legitimate purposes (in the case of raw opium and the coca leaf)¹ ;
- (2) Solely for medicinal or scientific purposes (in the case of drugs to which Chapter III of the Convention applies and Indian hemp).

Signed on behalf of the Ministry of

(Signature).....

(Official Rank).....

(Date).....

¹ Where the use of prepared opium has not yet been suppressed and it is desired to import raw opium for the manufacture of prepared opium, the certificate should be to the effect that the raw opium to be imported is required for the purpose of manufacturing prepared opium for use under Government restrictions pending complete suppression, and that it will not be re-exported.

Deuxième Conférence de l'Opium

PROTOCOLE

Les soussignés, représentants de certains des Etats signataires de la Convention relative aux stupéfiants, signée à la date d'aujourd'hui, et dûment autorisés à cet effet ;

Prenant acte du Protocole signé le onze février mil neuf cent vingt-cinq par les représentants des Etats signataires de l'Accord signé le même jour relativement à l'usage de l'opium préparé.

Conviennent des dispositions suivantes :

I.

Les Etats signataires du présent Protocole, reconnaissant qu'ils ont le devoir, aux termes du chapitre I de la Convention de La Haye, d'exercer sur la production, la distribution et l'exportation de l'opium brut, un contrôle suffisant pour arrêter le trafic illicite, s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour empêcher complètement, dans un délai de cinq ans à dater de ce jour, que la contrebande de l'opium ne constitue un obstacle sérieux à la suppression effective de l'usage de l'opium préparé dans les territoires où cet usage est temporairement autorisé.

II.

La question de savoir si l'engagement mentionné à l'article I a été complètement exécuté sera décidée, à la fin de ladite période de cinq ans, par une Commission qui sera constituée par le Conseil de la Société des Nations.

III.

Le présent Protocole entrera en vigueur, pour chacun des Etats signataires, en même temps que la Convention relative aux stupéfiants, signée à la date d'aujourd'hui. Les articles 33 et 35 de la Convention sont applicables au présent Protocole.

LEAGUE OF NATIONS

Second Opium Conference

PROTOCOL

The undersigned, representatives of certain States signatory to the Convention relating to Dangerous Drugs signed this day, duly authorised to that effect ;

Taking note of the Protocol signed the eleventh day of February one thousand nine hundred and twenty-five by the representatives of the States signatory to the Agreement signed on the same day relating to the Use of Prepared Opium :

Hereby agree as follows :

I.

The States signatory to the present Protocol, recognising that under Chapter I of the Hague Convention the duty rests upon them of establishing such a control over the production, distribution and exportation of raw opium as would prevent the illicit traffic, agree to take such measures as may be required to prevent completely, within five years from the present date, the smuggling of opium from constituting a serious obstacle to the effective suppression of the use of prepared opium in those territories where such use is temporarily authorised.

II.

The question whether the undertaking referred to in Article I has been completely executed shall be decided, at the end of the said period of five years, by a Commission to be appointed by the Council of the League of Nations.

III.

The present Protocol shall come into force for each of the signatory States at the same time as the Convention relating to Dangerous Drugs signed this day. Articles 33 and 35 of the Convention are applicable to the present Protocol.

En foi de quoi le présent Protocole a été dressé à Genève le dix-neuf février 1925 en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations et dont copie certifiée conforme sera remise à tous les Etats représentés à la Conférence et à tout Membre de la Société des Nations.

In faith whereof the present Protocol was drawn up at Geneva the nineteenth day of February 1925, in a single copy, which will remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations; certified copies will be transmitted to all States represented at the Conference and to all Members of the League of Nations.

ALBANIE

B. BLINISKEI

ALBANIA

ALLEMAGNE

H. von ECKARDT.

GERMANY

EMPIRE BRITANNIQUE

Malcolm DELEVINGNE

BRITISH EMPIRE

AUSTRALIE

M. L. SHEPHERD

AUSTRALIA

GRÈCE

Ad referendum

Vassili DENDRAMIS

GREECE

JAPON

S. KAKU.

Y. SUGIMURA.

JAPAN

LUXEMBOURG

Ch. G. VERMAIRE

LUXEMBURG

PAYS-BAS

v. WETTUM.

J. B. M. COEBERGH.

A. D. A. de KAT ANGELINO

NETHERLANDS

PERSE

Prince ARFA-ED-DOVLEH MIRZA RIZA KHAN

PERSIA

PORTUGAL

A. M. Bartholomeu FERREIRA

R. J. RODRIGUES

PORTUGAL

SIAM

DAMRAS

SIAM

ACTE FINAL



FINAL ACT

Deuxième Conférence de l'Opium

ACTE FINAL

La seconde Conférence internationale de l'opium, convoquée en exécution de la résolution de l'Assemblée de la Société des Nations, en date du 27 septembre 1923, s'est réunie le 17 novembre 1924 au Palais des Nations, à Genève.

La résolution de l'Assemblée était conçue dans les termes suivants :

« L'Assemblée, ayant constaté avec satisfaction que, conformément à l'espoir exprimé par la quatrième résolution adoptée par l'Assemblée de 1922, la Commission consultative a fait connaître que les renseignements actuellement disponibles permettent aux gouvernements intéressés d'examiner, en vue de la conclusion d'un accord, la question de la limitation des quantités de morphine, d'héroïne ou de cocaïne et de leurs sels respectifs qui pourront être manufacturées ; de la limitation des quantités d'opium brut et de feuilles de coca qui pourront être importées, tant à cet effet que pour d'autres besoins médicaux et scientifiques ; et enfin, de la limitation de la production d'opium brut et de feuilles de coca, destinée à l'exportation, aux quantités nécessaires pour les besoins médicaux et scientifiques dont il s'agit, prie le Conseil — afin de donner leur effet aux principes formulés par les délégués des États-Unis d'Amérique et de suivre la ligne de conduite adoptée par la Société des Nations sur la recommandation de la Commission consultative — d'inviter les gouvernements intéressés à envoyer des représentants munis de pleins pouvoirs à une Conférence qui sera tenue à cet effet, si possible immédiatement après la Conférence mentionnée dans la résolution V.

« L'Assemblée prie également le Conseil d'examiner s'il ne serait pas opportun d'étendre l'invitation à cette Conférence à tous les pays qui sont membres de la Société ou parties à la Convention de 1912, en vue d'obtenir leur adhésion aux principes dont pourraient s'inspirer tous les accords à conclure éventuellement ».

Le Conseil de la Société des Nations a nommé aux fonctions de président de la Conférence :

Son Excellence M. Herluf ZARLE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Danemark à Berlin.

Le Secrétaire général de la Société des Nations a nommé aux fonctions de secrétaire générale de la Conférence :

Dame Rachel CROWDY.

Les États suivants ont pris part à la Conférence et ont, à cet effet, désigné des délégations composées des membres indiqués ci-dessous :

ALBANIE

Délégué :

M. Benoît BLINISHTI.

Consul général en Suisse. Directeur du secrétariat permanent auprès de la Société des Nations.

ALLEMAGNE

Délégués :

Son Excellence M. H. VON ECKARDT.

Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire.

M. G. ASCHMANN.

Consul général à Genève.

Le docteur ANSELMINO.

Conseiller supérieur de régence à l'Office d'hygiène du Reich.

LEAGUE OF NATIONS

Second Opium Conference

FINAL ACT

The Second International Opium Conference, convoked in accordance with the resolution of the Assembly of the League of Nations dated September 27th, 1923, met on November 17th, 1924, at the Palais des Nations, Geneva.

The resolution of the Assembly was in the following terms :

"The Assembly, having noted with satisfaction that, in accordance with the hope expressed in the fourth resolution adopted by the Assembly in 1922, the Advisory Committee has reported that the information now available makes it possible for the Governments concerned to examine, with a view to the conclusion of an agreement, the question of the limitation of the amounts of morphine, heroin or cocaine and their respective salts to be manufactured ; of the limitation of the amounts of raw opium and the coca leaf to be imported for that purpose and for other medicinal and scientific purposes ; and of the limitation of the production of raw opium and the coca leaf for export to the amount required for such medicinal and scientific purposes, requests the Council — as a means of giving effect to the principles submitted by the representatives of the United States of America, and to the policy which the League, on the recommendation of the Advisory Committee, has adopted — to invite the Governments concerned to send representatives with plenipotentiary powers to a conference for this purpose, to be held, if possible, immediately after the conference mentioned in Resolution V.

"The Assembly also suggests, for the consideration of the Council, the advisability of enlarging this conference so as to include all countries which are Members of the League or Parties to the Convention of 1912, with a view to securing their adhesion to the principles that may be embodied in any agreement reached."

The Council of the League nominated as President of the Conference :

His Excellency M. Herluf ZAHLE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Denmark to Berlin.

The Secretary-General of the League of Nations nominated as Secretary-General of the Conference :

Dame Rachel CROWDY.

The following States participated in the Conference, and for this purpose appointed the delegations, whose members are set out below :

ALBANIA.

Delegates :

M. Benoit BLINISHTI.

Consul General in Switzerland ; Director of the Permanent Secretariat accredited to the League of Nations.

GERMANY.

Delegates :

His Excellency M. H. von ECKARDT.

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary.

M. G. ASCHMANN.

Consul-General at Geneva.

Doctor ANSELMINO.

Senior Government Counsellor at the Health Department of the Reich.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Délégués :

L'honorable Stephen G. PORTER.

Président de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants.

Le très Révérend Charles H. BRENT, Evêque.

Délégués suppléants :

M. Rupert BLUE.

Chirurgien-général adjoint.

Mrs. Hamilton WRIGHT.

Mr. Edwin L. NEVILLE.

AUSTRALIE

Délégué :

Mr. M. L. SHEPHERD, I.S.O.

Secrétaire officiel du Commonwealth d'Australie en Grande-Bretagne.

BELGIQUE

Délégués :

Son Excellence M. Fernand PELTZER.

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en Suisse.

D^r F. De MYTTENAERE.

Inspecteur principal des pharmacies.

BOLIVIE

Délégué :

Le Docteur Arturo PINTO-ESCALIER.

Premier secrétaire de la légation de Bolivie en France.

BRESIL

Délégués :

Le docteur Humberto GOTTUZO.

Médecin en chef de l'assistance aux aliénés à Rio-de-Janeiro.

Le docteur Pedro PERNAMBUCO.

Professeur agrégé à la Faculté de médecine de l'Université de Rio-de-Janeiro.

EMPIRE BRITANNIQUE

Délégués :

Le très hon. Vicomte CECIL OF CHELWOOD, K.C.

Sir Malcolm DELEIVINGNE, K.C.B.

Sous-Secrétaire d'Etat adjoint.

Experts :

M. G. D. KIRWAN.

Du Ministère de l'Intérieur.

M. M. D. PERRINS.

Du Ministère de l'Intérieur.

M. H. W. MALKIN, C.B.

Conseiller juridique adjoint au « Foreign Office. »

BULGARIE

Délégué :

M. Dimitri MIKOFF.

Chargé d'affaires en Suisse.

CANADA

Délégués :

L'honorable Henri S. BELAND, B.A., M.D.

Membre du Conseil privé du Roi, Ministre d'Hygiène, Ministre de la Démobilisation.

Le Docteur J. A. AMYOT.

Vice-Ministre d'Hygiène.

M. le docteur W. A. RIDDELL, Ph.D.

« Advisory officer » du Canada auprès de la Société des Nations.

UNITED STATES OF AMERICA.

Delegates :

The Honourable Stephen G. PORTER.

Chairman of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives.

The Right Reverend Charles H. BRENT, Bishop.

Substitute Delegates :

Mr. Rupert BLUE.

Assistant Surgeon-General.

Mrs. Hamilton WRIGHT.

Mr. Edwin L. NEVILLE.

AUSTRALIA.

Delegate :

Mr. M. L. SHEPHERD, I.S.O.

Official Secretary for the Commonwealth of Australia in Great Britain.

BELGIUM.

Delegates :

His Excellency M. Fernand PELTZER.

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Switzerland.

Doctor F. De MYTTENAERE.

Chief Inspector of Pharmacies.

BOLIVIA.

Delegate :

Doctor Arturo PINTO-ESCALIER.

First Secretary of the Bolivian Legation in France.

BRAZIL.

Delegates :

Doctor Humberto GOTTUZO.

Medical Director of the Rio de Janeiro Mental Hospital.

Doctor Pedro PERNAMBUCO.

Professor in the Faculty of Medicine at the University of Rio de Janeiro.

BRITISH EMPIRE.

Delegates :

The Rt. Hon. Viscount CECIL OF CHELWOOD, K.C.

Sir Malcolm DELEIVINGNE, K.C.B.

Assistant Under-Secretary of State.

Experts :

Mr. G. D. KIRWAN.

Home Office.

Mr. M. D. PERRINS.

Home Office.

Mr. H. W. MALKIN, C.B.

Assistant Legal Adviser to the Foreign Office.

BULGARIA.

Delegate :

M. Dimitri MIKOFF.

Chargé d'Affaires in Switzerland.

CANADA.

Delegates :

The Honourable Henri S. BELAND, B.A., M.D.

Member of the King's Privy Council, Minister of Health, Minister of Soldier Civil Re-establishment.

Doctor J. A. AMYOT.

Deputy Minister of Health.

Doctor W. A. RIDDELL, Ph.D.

Advisory Officer of the Dominion of Canada for the League of Nations.

CHILI

Délégué :

M. le docteur Eugène SUAREZ-HERREROS.

CHINE

Délégués :

Son Excellence M. Szo-Ke Alfred SZE.

Ambassadeur extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Washington.

Son Excellence M. Wang Kouang KY.

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à La Haye.

Son Excellence M. Chao-Hsin CHU.

Ministre plénipotentiaire. Chargé d'affaires à Londres.

Conseiller et expert :

Le professeur D^r W. W. WILLOUGHBY.

Professeur de sciences politiques à l'Université Johns Hopkins.

Experts :

Le docteur Venfour TCHOU.

Secrétaire à la légation de Chine à Washington.

Mr. Tchou CHE-TSIEN.

Secrétaire à la légation de Chine à Paris.

Mr. William HSIEN.

Secrétaire à la légation de Chine à La Haye.

Le docteur Telly KOO.

Secrétaire au Ministère des Affaires étrangères.

CUBA

Délégué :

Son Excellence M. le docteur Aristides de AGUERO Y BETHANCOURT.

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berlin et à Vienne.

DANEMARK

Délégué :

Son Excellence M. Andreas OLDENBURG.

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en Suisse. Représentant du Gouvernement royal auprès de la Société des Nations.

VILLE LIBRE DE DANTZIG¹

Délégué :

Le docteur W. CHODZKO.

Ancien ministre de l'Hygiène publique. Délégué du Gouvernement polonais à l'Office international d'hygiène.

Conseiller technique :

Docteur Karl STADE.

Conseiller d'Etat. Chef de l'Administration sanitaire à Dantzig.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Délégué :

Le docteur L. M. BETANCES.

Docteur en médecine et en science. Biologiste au Laboratoire d'embryogénie au Collège de France.

¹ La délégation de la Ville libre s'est retirée avant la clôture de la Conférence.

CHILE.

Delegate :

Doctor Eugène SUAREZ-HERREROS.

CHINA.

Delegates :

His Excellency M. Sao-Ke Alfred SZE.

Ambassador Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Washington.

His Excellency M. Wang Kouang KY.

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at The Hague.

His Excellency M. Chao-Hsin CHU.

Minister Plenipotentiary; Chargé d'Affaires in London.

Counsellor and Expert :

Professor Dr. W. W. WILLOUGHBY.

Professor of Political Science at the Johns Hopkins University.

Experts :

Doctor Venfour TCHOU.

Secretary of the Chinese Legation at Washington.

M. Tchou CHE-TSIEN.

Secretary of the Chinese Legation in Paris.

M. William HSIEN.

Secretary of the Chinese Legation at The Hague.

Doctor Telly Koo.

Secretary at the Ministry for Foreign Affairs.

CUBA.

Delegate :

His Excellency Doctor Aristides de AGUERO Y BETHANCOURT.

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berlin and Vienna.

DENMARK.

Delegate :

His Excellency M. Andreas OLDENBURG.

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Switzerland; Representative of the Royal Government accredited to the League of Nations.

FREE CITY OF DANZIG.¹

Delegate :

Doctor W. CHODZKO.

Former Minister of Health; Delegate of the Polish Government to the Office international d'Hygiène.

Expert :

Doctor Karl STADE.

Councillor of State; Head of the Health Administration at Danzig.

DOMINICAN REPUBLIC.

Delegate :

Doctor L. M. BETANCES.

Doctor of Medicine and Science; Biologist at the Embryology Laboratory of the Collège de France.

¹ The Delegation of the Free City withdrew before the end of the Conference.

EGYPTE

Délégué :

Le Docteur Mohamed Abdel Salam EL GUINDY.

Secrétaire de la légation royale d'Egypte à Paris et à Bruxelles. Délégué du Gouvernement égyptien à l'Office international d'hygiène.

Délégués suppléants :

Le docteur A. H. MAHFOUZ Bey.

Directeur adjoint des hôpitaux généraux du Gouvernement, Département de l'Hygiène publique, Le Caire.

Mohamed KAMEL Bey.

Sous-directeur au Ministère de l'Agriculture.

ESPAGNE

Délégués :

Son Excellence M. Emilio de PALACIOS.

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en Suisse.

Le docteur FRANCISCO BUSTAMANTE ROMERO.

Chef des services pharmaceutiques du Ministère de l'Intérieur.

Le docteur ANTONIO PAGADOR Y GOMEZ DE LEÓN.

Docteur en médecine, Barcelone.

Délégué suppléant :

M. Juan de ARENZANA.

Consul à Genève.

FINLANDE

Délégué :

M. Urho TOIVOLA.

Secrétaire de légation. Directeur du secrétariat finlandais auprès de la Société des Nations.

FRANCE

Délégué :

Son Excellence M. DALADIER.

Ministre des Colonies.

Son Excellence M. CLINCHANT.

Ministre plénipotentiaire. Sous-directeur de l'Asie au Ministère des Affaires étrangères.

Délégués suppléants :

M. DUCHÊNE.

Directeur des affaires politiques au Ministère des Colonies.

M. KIRCHER.

Directeur des douanes et régie d'Indo-Chine.

M. PERROT.

Inspecteur des pharmacies. Professeur et vice-doyen de la Faculté de pharmacie de Paris.

M. BOURGOIS.

Consul.

Experts.

M. CHÉRON.

Administrateur des colonies.

GRÈCE

Délégué :

M. Vassili DENDRAMIS.

Chargé d'affaires à Berne.

Expert :

Le professeur Em. J. EMMANUEL.

Professeur de chimie pharmaceutique à l'Université d'Athènes. Membre du Conseil supérieur d'hygiène publique de Grèce.

HONGRIE

Délégué :

M. Zoltán BARANYAI.

Directeur du secrétariat royal hongrois auprès de la Société des Nations.

EGYPT.

Delegate :

Doctor Mohamed Abdel Salam El GUINDY.

Secretary of the Royal Egyptian Legation at Paris and Brussels; Delegate of the Egyptian Government at the "Office international d'Hygiène."

Substitute Delegates :

Doctor A. H. MAHFOUZ Bey.

Assistant Director of the Government General Hospitals, Public Health Department, Cairo.

Mohamed KAMEL Bey.

Assistant Director of the Ministry of Agriculture.

SPAIN.

Delegates :

His Excellency M. Emilio de PALACIOS.

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Switzerland.

Doctor Francisco BUSTAMANTE ROMERO.

Head of the Pharmaceutical Service of the Ministry for the Interior.

Doctor Antonio PAGADOR y GOMEZ DE LEÓN.

Doctor of Medicine at Barcelona.

Substitute Delegate :

M. Juan de ARENZANA.

Consul at Geneva.

FINLAND.

Delegate :

M. Urho TOIVOLA.

Secretary of Legation; Director of the Finnish Secretariat accredited to the League of Nations.

FRANCE.

Delegate :

His Excellency M. DALADIER.

Minister of the Colonies.

His Excellency M. CLINCHANT.

Minister Plenipotentiary; Assistant Director for Asia at the Ministry for Foreign Affairs.

Assistant Delegates :

M. DUCHÊNE.

Director of Political Affairs at the Ministry for the Colonies.

M. KIRCHER.

Director of Customs and Excise in Indo-China.

M. PERROT.

Inspector of Pharmacies; Professor and Vice-Doyen of the Pharmacy Faculty of Paris.

M. BOURGOIS.

Consul.

Expert :

M. CHÉRON.

Colonial Administrator.

GREECE.

Delegate :

M. Vassili DENDRAMIS.

Chargé d'Affaires at Berne.

Expert :

Professor Em. J. EMMANUEL.

Professor of Pharmaceutical Chemistry at the University of Athens; Member of the Supreme Council of Public Health, Greece.

HUNGARY.

Delegate :

M. Zoltán BARANYAI.

Director of the Royal Hungarian Secretariat accredited to the League of Nations.

INDE

Délégués :

M. J. CAMPBELL, C.S.I., O.B.E., I.C.S. (en retraite).

M. H. CLAYTON, C.I.E., I.C.S.

M. J. C. WALTON.

Expert :

M. G. A. Levett YEATS, C.I.E., I.S.O., V.D.

ETAT LIBRE D'IRLANDE

Délégué :

M. Michael MACWHITE.

Représentant de l'Etat libre d'Irlande auprès de la Société des Nations.

ITALIE

Délégués :

Son Excellence M. Alfredo FALCIONI.

Ancien ministre de la Justice.

Le professeur Comm. Pietro SPICA.

Directeur de l'Institut de chimie pharmaceutique de l'Université de Padoue.

Le docteur Comm. Guido FABRIS.

Sous-directeur des douanes et de l'administration des Contributions indirectes.

JAPON

Délégués :

M. Sagataro KAKU.

Ancien gouverneur civil du Gouvernement général de Taïwan.

M. Yotaro SUGIMURA.

Conseiller d'ambassade. Chef-adjoint du Bureau impérial du Japon à la Société des Nations.

Conseillers techniques :

Le Docteur Mikinosuke MIYAJIMA.

Le docteur Mitsuzo TSURUMI.

LUXEMBOURG

Délégué :

M. Charles VERMAIRE.

Consul à Genève.

NICARAGUA

Délégué :

Le docteur A. SOTTILE.

Consul à Genève.

PAYS-BAS

Délégués :

Son Excellence le Jonkheer J. LOUDON.

Docteur en sciences politiques. Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en France.

M. W. G. van WETTUM.

Président de la Commission consultative de l'opium et autres drogues nuisibles de la Société des Nations.

Dr J. B. M. COBERGH.

Inspecteur principal du service de la Santé publique.

M. A. D. A. de Kat ANGELINO.

Secrétaire pour les Affaires chinoises au Gouvernement des Indes néerlandaises.

Conseiller technique :

M. H. van Ebbenhorst TENGBERGEN.

PERSE

Délégué :

Son Altesse le prince Mirza Riza Khan ARFA-ED-DOVLEH.

Ambassadeur. Ancien ministre de la Justice.

INDIA.

Delegates :

Mr. J. CAMPBELL, C.S.I., O.B.E., I.C.S. (retired).
Mr. H. CLAYTON, C.I.E., I.C.S.
Mr. J. C. WALTON.

Expert :

Mr. G. A. Levett YEATS, C.I.E., I.S.O., V.D.

IRISH FREE STATE.

Delegate :

Mr. Michael MACWHITE.

Representative of the Irish Free State accredited to the League of Nations.

ITALY.

Delegates :

His Excellency M. Alfredo FALCIONI.
Former Minister for Justice.

Professor Comm. Pietro SPICA.

Director of the Institute of Pharmaceutical Chemistry at the University of Padua.

Doctor Comm. Guido FABRIS.

Vice-Director of Customs and Indirect Taxation.

JAPAN.

Delegates :

M. Sagataro KAKU.

Former Civil Governor of the Government-General of Taiwan.

M. Yotaro SUGIMURA.

Counsellor of Embassy; Assistant Head of the Imperial Japanese Bureau to the League of Nations.

Experts :

Doctor Mikinosuke MIYAJIMA.

Doctor Mitsuzo TSURUMI.

LUXEMBURG.

Delegate :

M. Charles VERMAIRE.

Consul at Geneva.

NICARAGUA.

Delegate :

Doctor SOTTILE.

Consul at Geneva.

NETHERLANDS.

Delegates :

His Excellency le Jonkheer J. LOUDON.

Doctor of Political Science; Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in France.

M. W. G. van WETTUM.

Chairman of the Advisory Committee of the League of Nations on the Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs.

Dr. J. B. M. COEBERGH.

Chief Inspector, Public Health Service.

M. A. D. A. de Kat ANGELINO.

Secretary for Chinese Affairs to the Government of the Dutch Indies.

Expert :

M. H. van Ebbenhorst TENGBERGEN.

PERSIA.

Delegate :

His Highness Prince Mirza Riza Khan ARFA-ED-DOWLEH.

Ambassador; Former Minister for Justice.

POLOGNE

Délégué :

Le docteur W. CHODZKO.

Ancien ministre de l'Hygiène publique. Délégué du Gouvernement polonais à l'Office international d'hygiène.

PORTUGAL

Délégués :

Son Excellence M. Bartholomeu FERREIRA.

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en Suisse.

Son Excellence le docteur Rodrigo RODRIGUES.

Gouverneur de Macao.

ROUMANIE

Délégué :

Son Excellence M. N. P. COMNENE.

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en Suisse.

Délégués suppléants :

M. E. TIMCIUC.

Consul général.

M. D. MORIAU.

Vice-consul à Genève.

ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES

Délégués :

Son Excellence M. M. JOVANOVIČH.

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en Suisse.

M. Milivoje PILYA.

Inspecteur au Ministère du Commerce.

Expert :

M. Dragan MILITCHEVIČH.

Secrétaire de la confédération des corporations industrielles du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

SIAM

Délégués :

Son Altesse le Prince CHAROON.

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en France.

Son Altesse Sérénissime le prince DAMRAS.

Chargé d'affaires à La Haye.

SUÈDE

Délégué :

Le docteur Erik Rudolf SJØSTRAND.

Conseiller pour les Affaires sociales, en résidence à Genève.

SUISSE

Délégués :

M. DINICHERT.

Ministre plénipotentiaire. Chef de la division des Affaires étrangères du Département politique fédéral.

Le docteur CARRIÈRE.

Chef du Service fédéral de l'Hygiène publique.

M. PÉQUIGNOT.

Adjoint au chef de la division du commerce du Département fédéral de l'Economie publique.

M. HULFTEGGER.

Premier secrétaire du directoire de l'Union suisse du commerce et de l'industrie.

Conseiller technique :

M. SECRETAN.

Secrétaire à la division des Affaires étrangères au Département politique fédéral.

POLAND.

Delegate :

Doctor W. CHODZKO.

Former Minister of Health; Delegate of the Polish Government to the Office international d'Hygiène.

PORTUGAL.

Delegates :

His Excellency M. Bartholomen FERREIRA.

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Switzerland.

His Excellency Doctor Rodrigo RODRIGUES.

Governor of Macao.

ROUMANIA.

Delegate :

His Excellency M. N. P. COMNENE.

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Switzerland.

Substitute Delegates :

M. E. TIMCIUC.

Consul-General.

M. D. MORIAUD.

Vice-Consul at Geneva.

KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES.

Delegates :

His Excellency M. M. JOVANOVITCH.

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Switzerland.

M. Milivoje PILYA.

Inspector at the Board of Trade.

Expert :

M. Dragan MILITCHEVITCH.

Secretary to the Confederation of Industrial Corporations of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

SIAM.

Delegates :

His Highness Prince CHAROON.

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in France.

His Serene Highness Prince DAMRAS.

Chargé d'Affaires at The Hague.

SWEDEN.

Delegate :

Doctor Erik Rudolf SjöSTRAND.

Adviser for Social Questions, in residence at Geneva.

SWITZERLAND.

Delegates :

M. DINICHERT.

Minister Plenipotentiary; Head of the Foreign Affairs Division of the Federal Political Department.

Doctor CARRIÈRE.

Head of the Federal Public Health Service.

M. PÉQUIGNOT.

Assistant Head to the Commercial Division of the Department for Public Economy.

M. HULFTEGGER.

First Secretary at the Directorate of the Swiss Union of Commerce and Industry.

Expert :

M. SECRETAN.

Secretary at the Foreign Affairs Department of the Federal Political Department.

TCHECOSLOVAQUIE

Délégué :

Son Excellence M. F. VEVERKA.

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en Suisse. Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Délégué suppléant :

M. Jean REISSER.

Premier secrétaire de légation.

TURQUIE

Délégués :

Mehmed SUREYA Bey.

Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Agriculture.

Professeur NOURIDDIN Bey.

Professeur de chimie agricole à l'école supérieure d'agriculture de Constantinople.

URUGUAY

Délégué :

Son Excellence M. Enrique BUERO.

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en Suisse.

VENEZUELA

Délégué :

Le docteur Francisco J. DUARTE.

Consul à Genève.

La Conférence a tenu ses séances entre le 17 novembre 1924 et le 19 février 1925.

La Conférence a adopté la Convention relative aux stupéfiants en date de ce jour.

La Conférence a également adopté le Protocole en date de ce jour.

La Conférence a adopté, en outre, les résolutions suivantes :

I.

La Conférence reconnaît que, pour permettre à la Convention relative aux stupéfiants, signée ce jour, de produire son plein et entier effet, il est essentiel qu'elle reçoive une application aussi étendue que possible dans les colonies, possessions, protectorats et territoires dont il est fait mention à l'article 39 de la Convention. En conséquence, la Conférence exprime le ferme espoir que les gouvernements intéressés prendront, dans le délai le plus rapproché, les dispositions nécessaires à cet effet et que le nombre desdits colonies, possessions, protectorats et territoires, soustraits à l'action de la Convention, pourra être réduit au minimum.

II.

La Conférence recommande que chaque gouvernement envisage la possibilité d'interdire le transport, par des navires portant son pavillon, de tout envoi de l'une des substances visées par la Convention :

1. A moins qu'une autorisation d'exportation n'ait été délivrée pour cet envoi, conformément aux dispositions de la Convention, et que l'envoi ne soit accompagné d'une copie officielle de cette autorisation ou de tout certificat de déroutement qui pourra être délivré ;

2. A toute destination autre que celle indiquée dans l'autorisation d'exportation ou le certificat de déroutement.

CZECHOSLOVAKIA.

Delegate :

His Excellency M. F. VEVERKA.

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Switzerland ; Permanent Delegate accredited to the League of Nations.

Substitute Delegate :

M. Jean REISSER.

First Secretary of Legation.

TURKEY.

Delegates :

Mehmed SUREYA Bey.

Under-Secretary of State at the Ministry of Agriculture.

Professor NOURIDDIN Bey.

Professor of Agricultural Chemistry at the School of Agriculture of Constantinople.

URUGUAY.

Delegate :

His Excellency M. Enrique BUERO.

Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Switzerland.

VENEZUELA.

Delegate :

Doctor Francisco J. DUARTE.

Consul at Geneva.

The Conference held meetings between November 17th, 1924, and February 19th, 1925.

The Conference adopted the Convention relating to Dangerous Drugs which bears to-day's date.

The Conference also adopted the Protocol bearing to-day's date.

The Conference also adopted the following resolutions :

I.

The Conference recognises that, to enable the Convention relating to Dangerous Drugs, signed this day to produce its full effect, it is essential that it should be applied as widely as possible in the colonies, possessions, protectorates and territories mentioned in Article 39 of the Convention. The Conference accordingly expresses the earnest hope that the Governments concerned will take the necessary steps to that end with as little delay as possible, and that the number of such colonies, possessions, protectorates or territories excluded from the operation of the Convention may be reduced to a minimum.

II.

The Conference recommends that each Government should consider the possibility of forbidding the conveyance in any ship sailing under its flag of any consignment of the substances covered by the Convention :

(1) Unless an export authorisation has been issued in respect of such consignment in accordance with the provisions of the Convention, and the consignment is accompanied by an official copy of such authorisation, or of any diversion certificate which may be issued ;

(2) To any destination other than the destination mentioned in the export authorisation or diversion certificate.

III.

La Conférence recommande à tous les Etats de coopérer aussi étroitement que possible en vue de la suppression du trafic illicite et de donner aux autorités compétentes, chargées de l'application des lois sur la répression du trafic, l'autorisation d'entrer en communication directe avec les autorités compétentes des autres pays.

IV.

La Conférence signale l'intérêt qu'il y aurait, dans certains cas, à exiger, des négociants qui auront reçu du gouvernement une licence en vue de faire le commerce des substances visées par la Convention, de fournir une caution adéquate en espèces ou garantie de banque suffisante pour servir de garantie efficace contre toute opération de trafic illicite de leur part.

V.

La Conférence prie le Conseil de la Société des Nations d'examiner la suggestion qui a été présentée au cours des débats, notamment par la délégation de Perse, et tendant à la nomination d'une Commission qui serait chargée de visiter, s'ils le désirent, certains pays producteurs d'opium, en vue de procéder, en collaboration avec eux, à une étude attentive des difficultés qu'entraîne la limitation de la production de l'opium dans ces pays, et de donner son avis sur les mesures qui pourraient être prises pour permettre de la limiter aux quantités nécessaires pour les besoins médicaux et scientifiques.

VI.

La Conférence prie le Conseil de la Société des Nations d'inviter le Comité d'hygiène à examiner dès à présent s'il y aurait lieu de consulter l'Office international d'hygiène publique au sujet des produits visés par les articles 8 et 10 afin que, s'il en est ainsi, une première décision quant aux préparations ne pouvant donner lieu à la toxicomanie et une première recommandation quant à tout autre stupéfiant susceptible d'être soumis aux dispositions de la Convention, puissent être notifiées aussitôt que ladite Convention entrera en vigueur.

VII.

La Conférence prie le Conseil de la Société des Nations de bien vouloir décider de faire rentrer dans les dépenses du Secrétariat celles du Comité et de ses services administratifs.

Il est bien entendu que les Parties contractantes qui ne sont pas membres de la Société participeront dans ces dépenses sur une échelle fixée d'accord avec le Conseil.

Au moment de signer le présent Acte, le délégué de la Perse a fait la déclaration suivante :

« Le délégué de la Perse, agissant conformément aux instructions de son Gouvernement, déclare signer la Convention *ad referendum* et sous réserve de la satisfaction qui sera donnée par la Société des Nations à la demande de la Perse exposée dans son mémorandum ».

Au moment de signer le présent Acte, le délégué de Siam a fait la déclaration suivante :

« En signant la Convention et le présent Acte final, la délégation siamoise déclare que, n'ayant pas d'instructions au sujet du chanvre indien, qui ne figurait pas primitivement à l'ordre du jour de la Conférence, la délégation siamoise est tenue de formuler une réserve au chapitre III en ce qui concerne les préparations galéniques du chanvre indien et aux chapitres IV et V uniquement en ce qui concerne le chanvre indien. »

III.

The Conference recommends that all States should co-operate as closely as possible with one another in the suppression of the illicit traffic, and that they should authorise the competent authorities charged with the administration of the law on the subject to communicate directly with the corresponding authorities in other countries.

IV.

The Conference draws attention to the advisability in certain cases of requiring dealers who are licensed by the Government to trade in the substances covered by the Convention to deposit or give sureties for a sum of money sufficient to serve as an effective guarantee against their engaging in the illicit traffic.

V.

The Conference asks the Council of the League of Nations to examine the suggestion which has been made in the course of its proceedings, in particular by the Persian delegation, that a commission should be appointed to visit certain opium-producing countries, should those countries so desire, for the purpose of making a careful study (in collaboration with the Governments of those countries) of the difficulties connected with the limitation of the production of opium in those countries and advising as to the measures which could be taken to make it possible to limit the production of opium in those countries to the quantities required for medical and scientific purposes.

VI.

The Conference asks the Council of the League of Nations to invite the Health Committee to consider immediately whether it would be expedient to consult the International Health Office regarding the products mentioned in Articles 8 and 10, in order that, if so, a decision concerning preparations which cannot give rise to the drug habit and a recommendation concerning all other drugs which might come under the provisions of the Convention may be notified immediately upon the entry into force of the said Convention.

VII.

The Conference requests the Council of the League of Nations to decide to include in the expenses of the Secretariat the expenses of the Central Board and its administrative services. It is understood that those Contracting Parties which are not Members of the League will bear their share of the expenses in accordance with a scale to be drawn up by agreement with the Council.

At the moment of signing the present Act, the delegate of Persia made the following declaration :

“ The Persian Delegate, acting on instructions from his Government, declares that he signs the Convention *ad referendum* and subject to the League of Nations acceding to Persia's request as set forth in its memorandum. ”

At the moment of signing the present Act, the delegate of Siam made the following declaration :

“ In signing the Convention and the present Final Act, the Siamese delegation wishes to declare that, having no instructions on the subject of Indian hemp, which was not originally on the agenda of the Conference, the Siamese delegation is obliged to make reservation of Chapter III in regard to galenical preparations of Indian hemp and of Chapters IV and V solely in regard to Indian hemp. ”

En foi de quoi, les délégués ont signé le présent Acte.

FAIT à Genève, le dix-neuf février mil neuf cent vingt-cinq, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera remise à tous les Etats représentés à la Conférence.

Le Président :
The President :

Herluf ZAHLE.

In faith whereof the delegates have signed the present Act.

DONE at Geneva, the nineteenth day of February one thousand nine hundred and twenty-five, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations and of which authenticated copies shall be delivered to all States represented at the Conference.

La Secrétaire générale :
The Secretary-General :

Rachel E. CROWDY.

ALBANIE	B. BLINISHTI	ALBANIA
ALLEMAGNE	H. von ECKARDT. Gottfried ASCHMANN	GERMANY
AUSTRALIE	M. L. SHEPHERD	AUSTRALIA
BELGIQUE	Fernand PELTZER Dr Ferd. De MYTTENABRE	BELGIUM
BOLIVIE	Arturo PINTO-ESCALIER	BOLIVIA
EMPIRE BRITANNIQUE	Malcolm DELEVINGNE	BRITISH EMPIRE
ESPAGNE	Emilio de PALACIOS	SPAIN
FRANCE	G. BOURGOIS A. KIRCHER	FRANCE
GRÈCE	Vassili DENDRAMIS	GREECE
HONGRIE	de BARANYAI Zoltàn	HUNGARY
JAPON	S. KAKU. Y. SUGIMURA.	JAPAN
LUXEMBOURG	Ch. G. VERMAIRE	LUXEMBURG
PAYS-BAS	v. WETTUM. J. B. M. COEBERGH A. D. A. de KAT ANGELINO	NETHERLANDS
PERSE	Prince ARFA-ED-DOVLEH MIRZA RIZA KHAN	PERSIA
POLOGNE	CHODZKO	POLAND
PORTUGAL	A. M. Bartholomeu FERREIRA R. J. RODRIGUES	PORTUGAL
SIAM	DAMRAS	SIAM

CERTIFICATION

I hereby certify that the attached document is a true copy of the Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish texts of the Amendments to articles 17 (7) and 18 (5) of the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment done in New York on 8 September 1992, the original of which is deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Chief, Treaty Section,
Office of Legal Affairs

CERTIFICAT

Je certifie que le document ci-joint est une copie conforme des textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe des Amendements au paragraphe 7 de l'article 17 et au paragraphe 5 de l'article 18 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitement cruel, inhumains ou dégradants fait à New York le 8 septembre 1992, dont l'original est déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

Chef de la Section des Traités,
Bureau des Affaires juridiques



Palitha T. B. Kohona

United Nations
New York, June 2005

Organisation des Nations Unies
New York, juin 2005

Certified true copy VI. 6, 6 (a) &(b)
Copie certifiée conforme VI. 6, 6 a) & b)
November 2004